

Nouveaux bacheliers

Ouverture des inscriptions le 15 juillet **P5**



Sécurité hydrique
Le gouvernement
fait de la gestion
intelligente de l'eau
une priorité **P4**

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 8 juillet 2026 / N° 1376 / PRIX 20 DA

À l'issue de ses consultations à Alger

LE FMI CONFIRME LA RÉSILIENCE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Pour la mission du FMI, la position géographique de l'Algérie et sa richesse en ressources énergétiques pourraient servir de levier pour renforcer son rôle sur le marché de l'énergie, avec l'Europe et l'Afrique. **P3**



Simplification des procédures

LES IMPORTATIONS CHANGENT DE LOGICIEL

P3



La science pour établir les preuves
**L'ÉTAT OUVRE LE DOSSIER
DES CRIMES ENVIRONNEMENTAUX
DU COLONIALISME**

P4

La majorité des incendies sous contrôle
Les soldats du feu gagnent
la bataille contre les flammes

Grandes chaleurs et canicule constituent toujours un spectre redoutable pour les grands espaces boisés. D'où la vigilance extrême et une alerte permanente pour la protection civile, à travers la partie nord du pays. **P16**





PAR BOUALEM B.

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

L'ANIE remet les résultats provisoires à la Cour constitutionnelle

Le président par intérim de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Karim Khelfane, a officiellement remis hier les résultats provisoires de l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) à la présidente de la Cour constitutionnelle, Mme Leïla Asslaoui.

au sein de la communauté nationale établie à l'étranger. Sur les 407 sièges en jeu (395 dans les circonscriptions nationales et 12 pour l'étranger), la répartition provisoire s'établit comme suit :

- Front de libération nationale (FLN) : 90 sièges
- Rassemblement national démocratique (RND) : 73 sièges
- Front El Moustakbal : 59 sièges
- Mouvement de la société pour la paix (MSP) : 43 sièges
- Mouvement El Bina : 38 sièges
- Listes indépendantes : 32 sièges
- Sawt Echaab : 17 sièges
- Front des forces socialistes (FFS) : 12 sièges
- Parti de la liberté et de la justice : 6 sièges

- Parti El Fadjr El Djadid : 6 sièges
- Parti El Karama : 5 sièges
- Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) : 4 sièges
- Front de la justice et du développement (FJD) : 4 sièges
- Parti des travailleurs (PT) : 3 sièges
- Jil Jadid : 3 sièges
- Tajamou Amel El Djazaïr (TAJ) : 3 sièges
- Parti de l'unité nationale et du développement : 2 sièges
- Mouvement Ennahda : 2 sièges
- Parti du renouveau algérien : 1 siège
- Alliance républicaine : 1 siège
- Front de l'Algérie nouvelle : 1 siège
- Front de la gouvernance intègre : 1 siège

- Front des citoyens libres : 1 siège
- Ces chiffres demeurent provisoires. La phase actuelle consiste à formaliser juridiquement les acquis, dépassant le stade des simples données chiffrées. Conformément à l'article 209 de la loi organique relative au régime électoral, les candidats, partis et listes disposent d'un délai de quarante-huit heures pour contester les résultats provisoires devant la Cour constitutionnelle. Celle-ci examinera chaque recours avec le soin requis, en garantissant le droit de réponse aux intéressés, avant de statuer dans des délais stricts. Les résultats définitifs devront être proclamés dans un délai maximal de dix jours, prorogable de quarante-huit heures si nécessaire. Cette phase de transition revêt

une importance particulière. Elle rappelle que la crédibilité du scrutin ne repose pas seulement sur le déroulement du vote, mais aussi sur la transparence et la rigueur du traitement des contestations éventuelles. Dans un contexte où la participation demeure en deçà des attentes, la sérénité et l'impartialité dont feront preuve les institutions chargées de valider les résultats seront déterminants pour renforcer la confiance des citoyennes et des citoyens dans les institutions représentatives. L'Algérie achève ainsi un nouveau cycle électoral. La proclamation prochaine des résultats définitifs clôturera cette séquence et ouvrira la voie à la constitution de la nouvelle Assemblée populaire nationale. ■

LECTURE DES RÉSULTATS

Entre stabilité institutionnelle et défi de la mobilisation

Les résultats des élections législatives continuent d'alimenter les analyses des universitaires et spécialistes en sciences politiques. Si tous s'accordent à considérer que le scrutin s'est déroulé dans le respect des dispositions légales et institutionnelles, la faible participation, limitée à 21,24 %, suscite de nombreuses interrogations sur l'avenir de la participation citoyenne et de la vie politique en Algérie. Les experts estiment que ce taux ne remet pas en cause la régularité du processus électoral, mais traduit une évolution du comportement électoral qu'il convient d'analyser. Pour le politolo-

gue Dr Bouhania, cité dans les colonnes d'El Khabar, il convient de distinguer la réussite d'une élection du niveau de participation qu'elle enregistre. Selon lui, la réussite d'un scrutin s'apprécie avant tout au regard du respect de la Constitution, de la loi électorale ainsi que des garanties organisationnelles, logistiques et techniques mises en place pour assurer la transparence, la sincérité du vote et l'égalité des chances entre les candidats. Il souligne que les autorités, à travers le cadre juridique en vigueur et l'action de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), ont assuré toutes les conditions permettant aux citoyens d'exercer leur droit de vote dans des conditions normales. L'évaluation de la régularité du scrutin doit ainsi, selon lui, être dissociée de celle du taux de participation. Le chercheur rappelle que la participation constitue davantage un indicateur politique et sociologique qu'un critère juridique. Elle renseigne sur le degré d'interaction de la société avec l'échéance électorale, le niveau de confiance accordé aux acteurs politiques ainsi que sur la capacité des partis et des listes en compétition à mobiliser l'électorat. Pour Bouhania, une participation de l'ordre de 21 % traduit une évolution du phénomène de l'abstention vers une forme plus proche du boycott politique. Il explique que l'abstention relève généralement d'une forme de désintérêt ou d'indifférence, tandis que le boycott traduit une démarche volontaire, motivée par la contestation, la perte de confiance ou le doute quant à la capacité des élections à produire un véritable changement. Il insiste néanmoins sur le fait que cet-

te faible participation ne doit pas être interprétée comme une remise en cause de la crédibilité du scrutin, mais plutôt comme un message politique et social appelant une réflexion approfondie sur les causes du recul de la participation et sur les mutations du comportement électoral. Le politologue estime également que l'application de l'article 200 de la loi organique relative au régime électoral a influencé la configuration de la compétition. L'invalidation de plusieurs dossiers de candidature n'ayant pas satisfait aux conditions légales a certes consacré le principe de l'État de droit, mais elle a également eu des conséquences politiques dans certaines circonscriptions, où des personnalités bénéficiant d'un ancrage local important n'ont pas pu participer au scrutin. Selon lui, la réduction du nombre de concurrents a mécaniquement limité la dynamique électorale, alors qu'une compétition plus ouverte favorise généralement une participation plus élevée. À cela s'ajoutent, selon Bouhania, les difficultés persistantes des partis politiques à remplir pleinement leurs fonctions de représentation et de mobilisation, leur faible présence sur le terrain, la difficulté à renouveler leurs élites ainsi que la similitude des programmes électoraux, autant de facteurs ayant contribué au recul de la participation, notamment chez les jeunes. Il rappelle enfin que la faible participation ne saurait être interprétée comme un rejet global du Parlement ou du système institutionnel, les motivations de l'abstention étant multiples, allant de l'indifférence à la protestation, en passant par des considérations personnelles ou un

manque d'adhésion à l'offre politique. Pour illustrer son propos, Bouhania souligne que de nombreuses expériences démocratiques démontrent que des Parlements élus avec une faible participation peuvent renforcer leur légitimité s'ils accomplissent efficacement leurs missions constitutionnelles. À l'inverse, des assemblées élues avec une forte participation peuvent rapidement perdre leur crédibilité lorsqu'elles échouent à répondre aux attentes des citoyens. Il estime également que le durcissement des conditions de candidature a profondément redessiné les règles de la compétition électorale. Les listes indépendantes ont notamment perdu une partie de leur poids politique, tandis que les grands partis ont conservé une base électorale relativement stable grâce à leurs structures organisationnelles. S'agissant de la prochaine législature, Bouhania prévoit une relation fondée sur la coopération entre le gouvernement et le futur Parlement. Selon lui, la faible participation renforce la responsabilité des deux institutions, appelées à produire des résultats concrets susceptibles de restaurer la confiance des citoyens. Pour sa part, le politologue Hakim Bougrara estime que les premiers résultats confirment la domination des partis de la majorité présidentielle. Cette configuration devrait leur permettre de disposer d'une majorité quasi relative au sein de l'Assemblée populaire nationale, rendant probable le maintien d'un Premier ministre, conformément aux dispositions de la Constitution. Il relève néanmoins que l'opposition retrouvera une présence parlementaire, notamment

grâce au Front des forces socialistes (FFS), qui semble en mesure de constituer un groupe parlementaire, ce qui pourrait enrichir les débats lors de l'examen des projets de loi. Selon Bougrara, les résultats étaient largement prévisibles au regard du faible taux de participation, qui favorise traditionnellement les partis disposant d'un électorat fidèle, à l'image du FLN, du RND et du MSP, auxquels s'ajoutent le retour du Mouvement El-Bina et la progression du Front El Moustakbal. À ses yeux, ces élections n'ont pas réservé de surprise majeure. Cette continuité devrait contribuer à préserver une certaine stabilité politique et offrir davantage de marge de manœuvre à l'Exécutif, en l'absence d'une majorité parlementaire d'opposition susceptible d'imposer, sur le plan constitutionnel, la désignation d'un chef de gouvernement issu de ses rangs.

Une confiance à reconstruire

Enfin, le politologue Ammar Sigha considère que ces élections constituent une occasion d'analyser les évolutions de la pratique politique et d'anticiper le fonctionnement du Parlement durant la législature qui s'étendra jusqu'en 2031. Selon lui, le principal enseignement du scrutin demeure la persistance d'une forte abstention. Avec une participation limitée à 21,24 %, qui pourrait constituer le plus faible taux enregistré lors d'élections législatives en Algérie, le scrutin met en évidence, selon lui, la persistance d'un déficit de confiance d'une partie des citoyens envers le processus électoral. R. N.

AFRICOM

Entretien Achène Messehel-Dagvin Anderson à Luanda

Le chef d'état-major des Forces terrestres de l'Armée nationale populaire (ANP), le général-major Achène Messehel, s'est entretenu avec le commandant du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM), le général, en marge de la Conférence des chefs d'état-major de la Défense d'Afrique 2026, tenue à Luanda, en Angola. Selon un communiqué de l'ambassade des États-Unis en Algérie publié hier, la rencontre, qui s'est déroulée le 30 juin en présence du général Guerfi Brahim. La conférence a réuni plusieurs hauts responsables militaires africains afin d'échanger sur les principaux défis sécuritaires auxquels le continent est confronté, ainsi que sur les solutions susceptibles de renforcer la coopération face aux enjeux sécuritaires régionaux et internationaux.

	Quotidien national d'information édité par la SARL ADRA COM Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger Rédaction@lexpressquotidien.dz www.lexpressquotidien.dz Tél./Fax : 028 26 99 24 Service-pub@lexpressquotidien.dz	GÉRANT : NOURDINE BRAHMI DIRECTEUR HONORAIRE: ZAHIR MEHDAOUI DIRECTEUR DE LA PUBLICATION RABAH YUCEF RABAH	«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À: L'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 Email : agence.rcgic@anep.com.dz Programation.rcgic@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz	Impression: Société d'Impression d'Alger (SIA) Diffusion: Media Distribution Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.



À L'ISSUE DE SES CONSULTATIONS À ALGER

Le FMI confirme la résilience de l'économie nationale

La délégation du Fonds monétaire international (FMI) dresse, à l'issue de la mission de consultations menée en Algérie du 16 au 30 juin, au titre de l'article IV, un constat globalement positif de l'économie algérienne à court terme, tout en soulignant l'urgence de renforcer les fondamentaux macroéconomiques afin de préserver la stabilité financière et de soutenir une croissance durable.

PAR MAHREZ Z.

Pour 2026, l'institution prévoit une croissance de 3,8 %, soutenue par le rebond attendu des prix des hydrocarbures, ce qui devrait améliorer les recettes d'exportation et les revenus budgétaires. En revanche, selon le rapport, l'inflation devrait connaître une hausse temporaire. Pour 2025, le FMI estime que la croissance est demeurée solide, à 3,9 %, portée par un niveau élevé d'investissements, malgré une progression plus modérée du secteur des hydrocarbures. La mission souligne, en outre, que « la poursuite des réformes est nécessaire » pour soutenir une croissance plus forte et plus résiliente, tirée par le secteur privé. Parmi les priorités figurent « l'amélioration du climat des affaires, l'uniformisation des conditions de concurrence entre les entreprises publiques et le secteur privé, la réduction des barrières aux échanges et des restrictions administratives, l'accroissement de la flexibilité des marchés des biens et du travail, ainsi que la réduction de l'informalité grâce à la numérisation et à la réforme du régime fiscal ». Pour la mission du FMI, « la position géographique de l'Algérie et sa richesse en ressources énergétiques pourraient servir de levier pour renforcer son rôle sur le marché de l'énergie, avec l'Europe et l'Afrique ». La mission salue « les efforts de diversification déployés par l'Algérie, notamment dans les secteurs minier et agricole », et encourage la poursuite des réformes visant à renforcer la compétitivité et l'investissement privé. À moyen terme, la mission prévoit une modération de la croissance, tandis que des déficits élevés continueraient d'accroître la dette publique et de réduire progressivement les réserves internationales. Pour le FMI, « les

perspectives restent tributaires de réformes visant à renforcer la viabilité des finances publiques, à diversifier l'économie et à stimuler l'investissement privé ». « Pour renforcer la résilience macroéconomique, un dosage mieux équilibré des politiques macroéconomiques serait nécessaire, avec notamment une consolidation des finances publiques, une politique monétaire axée sur la stabilité des prix et une plus grande flexibilité du taux de change », estiment les rédacteurs du communiqué diffusé sur le site internet du FMI. Celui-ci estime, en outre, que « les efforts de diversification économique entrepris par l'Algérie et son retrait de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) sont bienvenus et devraient être accompagnés de réformes plus profondes pour soutenir une croissance plus forte, plus résiliente et tirée par le secteur privé ». Le déficit budgétaire a diminué en 2025, à 10,5 % du PIB, grâce aux dividendes exceptionnels élevés des entreprises publiques et de la Banque d'Algérie, ainsi qu'à l'augmentation des recettes hors hydrocarbures. Il demeure toutefois très élevé, note la mission du FMI. Néanmoins, d'importants besoins de financement ont porté la dette publique à 52,1 % du PIB. Les conditions monétaires se sont assouplies, parallèlement à un financement accru de l'État par la Banque d'Algérie. Pour le FMI, les risques pesant sur les perspectives économiques de l'Algérie sont principalement liés à la volatilité des prix des hydrocarbures, à la persistance de déficits budgétaires élevés et aux liens financiers importants entre l'État, les entreprises publiques et les banques publiques. « Le renforcement de la résilience économique est devenu plus urgent », souligne le rapport, en raison de l'érosion des marges budgétaires et extérieu-

res. À court terme, la mission recommande une consolidation budgétaire importante, une meilleure gestion de la liquidité et une plus grande flexibilité du taux de change afin d'améliorer la capacité de l'économie à absorber les chocs extérieurs.

Mobilisation de nouvelles recettes hors hydrocarbures

La stratégie de consolidation budgétaire doit être axée, selon le FMI, sur la mobilisation de nouvelles recettes hors hydrocarbures et la rationalisation des dépenses. Pour l'institution monétaire internationale, « une réforme des subventions et des prestations sociales, ainsi que la limitation des transferts aux entreprises publiques, contribueraient à la consolidation budgétaire et permettraient de dégager des marges de manœuvre pour les dépenses prioritaires, notamment une aide ciblée aux ménages vulnérables ». Une plus grande efficacité des investissements publics aiderait les autorités à atteindre leurs objectifs de diversification économique, souligne également le FMI, qui note que « les premières mesures visant à diversifier les sources de financement sont bienvenues, notamment la première émission souveraine de sukuk et le financement attendu d'une banque de développement régionale ». Enfin, la mission recommande de renforcer davantage le cadre de la politique monétaire, en faisant de la maîtrise de l'inflation l'objectif prioritaire et le principal ancrage nominal. Elle exhorte également les autorités à renforcer les garde-fous réglementaires encadrant tout financement monétaire exceptionnel de l'État, afin de préserver l'indépendance opérationnelle de la Banque d'Algérie. ■

SIMPLIFICATION DES PROCÉDURES

Les importations changent de logiciel

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des Exportations, Kamel Rezig, a présidé, hier, au siège de son département ministériel, l'ouverture d'un atelier consacré à la présentation des mécanismes de fonctionnement de la plateforme numérique dédiée au programme prévisionnel d'importation, selon un communiqué du ministère. Cette rencontre a réuni les représentants des entreprises publiques bénéficiant de licences spéciales. Les échanges ont notamment porté sur les modalités d'exploitation du « pavillon vert », un espace spécifique mis à la disposition de ces entreprises et opérationnel depuis le 1er juillet dernier, afin de leur permettre d'accomplir leurs démarches dans un cadre simplifié. Au

cours de l'atelier, les participants ont assisté à des démonstrations techniques détaillées sur le fonctionnement de la plateforme numérique. Les responsables ont expliqué les différents services proposés par cet outil digital, tout en apportant des éclaircissements sur les procédures liées au pavillon vert. Une séance d'échanges a également été organisée pour répondre aux interrogations des représentants des entreprises et favoriser leur appropriation de ce nouveau dispositif numérique, précise le communiqué. Dans son intervention, Kamel Rezig a rappelé que la numérisation des procédures d'importation s'inscrit dans la stratégie de l'État visant à moderniser la gestion du commerce extérieur. Cette démarche, a-t-il expli-

qué, a pour objectif de renforcer la transparence, d'alléger les formalités administratives et d'améliorer l'efficacité du traitement des opérations d'importation, tout en garantissant une prise en charge plus rapide des dossiers et une meilleure orientation des matières importées vers les activités de production. Le ministre a, par ailleurs, insisté sur la nécessité pour les entreprises concernées de se conformer aux nouvelles procédures mises en place à travers cette plateforme numérique. Il les a également appelées à exploiter pleinement les avantages offerts par le pavillon vert, lequel permettra d'accélérer l'examen et la validation des programmes prévisionnels d'importation des entreprises bénéficiaires, conclut le communiqué. ■

Éditorial L'EXPRESS

LA DIGITALISATION, PILIER DE LA BONNE GOUVERNANCE

PAR MAHDI B

Lors de ses interventions prononcées à l'occasion des inaugurations d'infrastructures sociales et économiques, dans le cadre de la célébration du 64e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a longuement insisté sur la nécessité d'accélérer la numérisation et la digitalisation de l'économie algérienne. En clair, il a plaidé pour un renforcement de la qualité de l'information statistique et de sa performance afin de soutenir les plans de développement et l'ensemble des politiques publiques visant à améliorer l'efficacité de la gouvernance, qu'elle soit nationale, régionale ou locale. Récemment, le gouvernement a lancé la Stratégie nationale de la statistique 2024-2028 afin de moderniser l'Office national des statistiques (ONS) et de mettre en place un système national de planification reposant sur des informations fiables, actualisées et rapidement disponibles. Ces données devront provenir aussi bien des institutions publiques (administrations, ministères, wilayas) que des centres de recherche et des entreprises. L'objectif est de disposer de statistiques crédibles sur lesquelles pourront s'appuyer les décideurs, tant au plus haut niveau de l'État qu'au sein des directions des entreprises. Les exemples ne manquent pas. Ainsi, disposer de statistiques précises et régulièrement actualisées sur le commerce international, notamment celui des céréales, permettrait à l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI) de planifier avec davantage d'efficacité son programme d'importation. Force est de constater que le président Tebboune a donné le signal d'une digitalisation à la fois rationnelle, rapide et efficace de l'économie nationale, fondée sur des statistiques solides, fiables et actualisées. Seule une digitalisation menée à un rythme soutenu, compte tenu du retard accumulé dans ce domaine, conjuguée à une numérisation adaptée aux spécificités de l'économie nationale, à la collecte, à la production et à l'exploitation des données statistiques, est de nature à favoriser l'émergence d'une économie numérique performante, conforme aux exigences des marchés internationaux. Elle permettra également de combler les insuffisances qui caractérisent encore le système national des statistiques. C'est dans cette perspective qu'a été élaborée la Stratégie nationale de la statistique 2024-2028. Celle-ci repose notamment sur le renforcement des infrastructures technologiques, le développement des compétences en statistique ainsi que sur l'élargissement de la coopération aux niveaux national, régional et international. Pour rappel, lors du Conseil des ministres du 5 octobre 2025, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait instruit le gouvernement d'élaborer un plan de modernisation et de développement des mécanismes d'action de l'Office national des statistiques sur les plans structurel et technique ». Il s'agit, conformément aux orientations du chef de l'État, de mettre en œuvre un vaste programme de réformes piloté par le ministère des Finances, destiné à moderniser le système national de l'information. Cette stratégie s'articule autour de trois axes majeurs : la transformation numérique, la décentralisation territoriale et le renforcement des infrastructures technologiques de l'Office national des statistiques. L'autre volet essentiel de cette transformation numérique de l'économie nationale, et plus largement de la gouvernance économique, financière et de la planification, réside dans la production de données statistiques fiables et leur transmission aux organismes habilités à les exploiter dans le cadre de leurs missions. Sont concernés les ministères, les administrations publiques, les entreprises, qu'elles soient industrielles, commerciales ou de services, les centres de recherche ainsi que les médias nationaux. À cet égard, la vision du président Tebboune est sans équivoque : il est impossible d'évoluer efficacement dans un environnement marqué par la mondialisation des marchés, l'intensification des échanges commerciaux, la complexité des négociations internationales et la transformation numérique sans disposer d'un système statistique national fiable et d'une planification fondée sur des données précises, crédibles et constamment actualisées. Seule une réforme profonde du système national des statistiques permettra d'atteindre cet objectif.

LA SCIENCE POUR ÉTABLIR LES PREUVES

L'État ouvre le dossier des crimes environnementaux du colonialisme

Le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie a annoncé, hier, à Alger, le lancement d'une carte numérique nationale destinée à identifier et recenser les sites ayant subi des atteintes environnementales durant la période coloniale.

Cette initiative s'inscrit dans une démarche de documentation scientifique visant à évaluer l'ampleur des dommages causés aux écosystèmes. Cet outil numérique permettra de géolocaliser les zones concernées, d'y effectuer des missions d'inspection ainsi que des analyses physiques et chimiques des sols afin d'établir un état des lieux précis des pollutions héritées de cette période. L'annonce a été faite par la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, à l'ouverture de la première session de la Commission nationale multisectorielle chargée de documenter les crimes environnementaux commis par le colonialisme français en Algérie. Organisée au Centre familial de la CNAS à Ben Aknoun, à l'occasion du 64e anniversaire de l'Indépendance, cette rencontre a marqué le lancement effectif des travaux de cette commission créée en novembre 2025. Prenant la parole, Kaouter Krikou a expliqué que cette première session constitue le point de départ d'un vaste travail de recensement historique et scientifique des principaux sites touchés par les crimes environnementaux perpétrés durant la colonisation. Elle a notamment évoqué les bombardements au napalm, l'utilisation de gaz toxiques prohibés par les conventions internationales, ainsi que les essais nucléaires réalisés sur le territoire algérien. La ministre a indiqué qu'une carte numérique nationale est actuellement en cours

d'élaboration afin de répertorier ces sites, d'y mener des opérations d'inspection et de procéder à des analyses physiques et chimiques des sols. Selon elle, cette démarche permettra d'évaluer avec précision l'étendue des dégradations subies par les milieux naturels et leurs répercussions sur la faune, la flore et les différents écosystèmes, en s'appuyant sur des données scientifiques incontestables. Elle a également précisé que la commission poursuit des recherches et des études approfondies, complétées par les témoignages de moudjahidine, afin de documenter les conséquences des pratiques coloniales et de démontrer leur caractère contraire aux normes et conventions internationales.

Mettre en lumière les séquelles laissées par la colonisation

Revenant sur les motivations ayant conduit à la création de cette instance, Kaouter Krikou a rappelé que la mémoire environnementale constitue une composante essentielle de la mémoire nationale. Elle a expliqué que son département ministériel, en coordination avec le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit, a engagé un travail de fond pour élaborer un dossier consacré à cette mémoire environnementale, dans le but de mettre en évidence les séquelles laissées par les crimes coloniaux aussi bien sur les populations que sur les ressources naturelles. Selon la ministre, ces atteintes relevaient

d'une stratégie répressive systématique visant à épuiser les richesses naturelles, à détruire le couvert végétal et à bouleverser les équilibres écologiques, sans considération pour les conséquences humaines et environnementales, dont les effets demeurent perceptibles jusqu'à aujourd'hui. En conclusion, elle a réaffirmé la détermination de son ministère à poursuivre l'enrichissement du dossier de la mémoire environnementale en consolidant les preuves scientifiques relatives aux crimes environnementaux de la période coloniale, afin d'établir les bases de la responsabilité de leurs auteurs au regard du droit international. Kaouter Krikou a également salué l'accompagnement assuré par l'Armée nationale populaire, dont la contribution a facilité les investigations menées par la commission. Intervenant à son tour, le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, a salué le lancement des travaux de cette commission, estimant qu'elle représente une étape importante dans la préservation de la mémoire nationale. Il a exprimé sa confiance quant à la capacité des experts et cadres mobilisés à formuler des recommandations majeures permettant de documenter les crimes environnementaux de la période coloniale selon une approche scientifique rigoureuse. Le ministre a souligné que cette initiative, menée conjointement par les deux départements ministériels, s'inscrit dans la vision du président de la République, Abdelmadjid



Tebboune, qui accorde une place centrale à la préservation de la mémoire nationale. Elle traduit également la volonté des pouvoirs publics de renforcer la coopération institutionnelle au service du patrimoine mémoriel du pays. Selon Abdelmalek Tacherift, les crimes coloniaux ne se sont pas limités aux massacres, aux déplacements forcés ou aux politiques de répression. Ils ont également profondément affecté l'environnement, l'urbanisme et les ressources naturelles à travers la politique de la terre brûlée, la pose de mines, les explosions nucléaires ainsi que la destruction du patrimoine végétal. « Il s'agit d'une véritable dévastation, constituant un crime contre la nature et contre la vie », a-t-il dénoncé. Le président de la Commission nationale multisectorielle chargée de la documentation des crimes environnementaux commis par la France coloniale, Karim Arab, a présenté les premiers résultats des investigations scientifiques menées sur plusieurs

sites. Il a indiqué que les analyses effectuées sur des échantillons de sols prélevés dans la wilaya de Tébessa ont mis en évidence des concentrations anormalement élevées de fer, de magnésium et d'aluminium dans les secteurs suspectés d'avoir été exposés au napalm, en comparaison avec des sites de référence. Selon lui, ces concentrations constituent une signature géochimique pouvant correspondre à des dépôts issus de la combustion du napalm. Il a toutefois précisé que la distribution irrégulière de ces éléments montre que les impacts restent localisés et ne concernent pas l'ensemble des zones étudiées. S'agissant du manganèse, Karim Arab a indiqué que les teneurs les plus importantes ont été relevées dans une zone agricole réhabilitée. D'après lui, cette situation s'expliquerait davantage par les pratiques agricoles actuelles et par les caractéristiques naturelles de mobilité de cet élément chimique que par la présence de résidus liés au napalm. **R. N.**

Marché des pneumatiques

Naftal annonce de nouvelles mesures

Le président-directeur général de Naftal a annoncé, hier, une nouvelle série de mesures destinées à renforcer l'approvisionnement du marché national en pneus et à répondre à la hausse de la demande, indique un communiqué de l'entreprise. Ces annonces ont été faites à l'occasion d'une rencontre réunissant les représentants des syndicats professionnels des chauffeurs de taxi ainsi que des transporteurs de voyageurs et de marchandises. La réunion était coprésidée par le PDG de Naftal, Djamel Cherdoud, et le vice-président-directeur général du groupe Iris. À cette occasion, Djamel Cherdoud a indiqué que le deuxième appel d'offres international, lancé auparavant pour l'acquisition de 3,5 millions de pneus, a permis de retenir treize opérateurs étrangers chargés d'approvisionner le marché national en quantités supplémentaires à partir du mois de septembre prochain. Selon le responsable, ces nouvelles livraisons devraient mettre un terme aux tensions enregistrées sur le marché et assurer une disponibilité plus régulière des pneus à travers le pays. Le PDG de Naftal a, par ailleurs, annoncé l'extension du réseau de distribution de l'entreprise grâce à la création de 220 nouveaux points de retrait répartis dans plusieurs wilayas. Ces points seront destinés aux clients effectuant leurs commandes via la plateforme numérique e-mahata.naftal.dz. Toujours selon le communiqué, ce renforcement du dispositif logistique permettra de porter les capacités de distribution à 6 000 pneus par jour, améliorant ainsi la fluidité de l'approvisionnement, la couverture du territoire national et l'accès des citoyens à ce service.

SÉCURITÉ HYDRIQUE

Le gouvernement fait de la gestion intelligente de l'eau une priorité

En visite de travail et d'inspection, hier, dans la wilaya de Djelfa, le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a mis l'accent sur l'importance de la modernisation du secteur pour faire face aux défis liés à la ressource en eau. Pour lui, la sécurité hydrique ne peut être assurée sans une gestion fondée sur les nouvelles technologies et la numérisation. « La sécurité hydrique passe par une gestion intelligente de l'eau », a affirmé le ministre, estimant que « sans une gestion intelligente, appuyée sur les moyens technologiques, on n'ira pas loin ». À travers cette déclaration, il a réaffirmé sa conviction que la transformation numérique constitue désormais un levier incontournable pour améliorer les performances du secteur. Lounès Bouzegza a expliqué que la modernisation des méthodes de gestion représente la meilleure réponse aux enjeux de distribution de l'eau. Selon lui, le recours aux outils numériques permettra de mieux maîtriser les réseaux, d'optimiser la répartition des ressources et d'assurer un service public plus performant. Le ministre a également insisté sur la nécessité de lutter fermement contre les raccordements illicites aux réseaux

d'alimentation en eau. Il a demandé aux responsables locaux d'intervenir rapidement afin de mettre fin à ces pratiques, rappelant que l'eau constitue un bien collectif dont l'accès doit être garanti dans le respect des principes d'équité et de transparence. Il a souligné qu'aucun usager, qu'il soit agriculteur ou investisseur, ne peut s'approprier une ressource destinée à l'ensemble de la collectivité. Tout au long de sa visite, Lounès Bouzegza a insisté sur l'importance d'achever dans les délais l'ensemble des projets hydrauliques engagés dans la wilaya. Il a également appelé à assurer un entretien rigoureux des nouvelles installations et à en garantir une exploitation optimale afin de sécuriser durablement l'alimentation en eau potable. La visite ministérielle a débuté dans la commune de Birine, où le directeur des ressources en eau a présenté un état des lieux du secteur hydraulique dans la wilaya. Il a rappelé que l'alimentation en eau potable repose principalement sur les nappes souterraines, tout en mettant en avant les efforts entrepris pour améliorer la continuité de la distribution. Le responsable a également souligné les progrès réalisés dans le domaine de l'assainis-

sement. Alors que Djelfa ne disposait auparavant que d'une seule station d'épuration, la wilaya en compte désormais cinq. Ces infrastructures offrent de nouvelles perspectives en matière de réutilisation des eaux usées traitées, notamment au profit de l'agriculture. Elles contribueront à l'extension des périmètres irrigués grâce aux eaux épurées, un enjeu majeur pour une région où l'activité agricole occupe une place importante. À Birine, le ministre s'est également enquis de l'état d'avancement de la station d'épuration en cours de réalisation. Dotée d'une capacité de traitement de 26 000 m³ par jour, cette installation intégrera un traitement tertiaire permettant de produire une eau destinée notamment à l'irrigation agricole.

Constatant la progression du chantier, il a demandé un renforcement des moyens humains et matériels afin d'accélérer les travaux. Au cours de cette étape, il a également procédé à l'inauguration d'un réservoir de 1 000 m³ destiné à améliorer la régularité de l'alimentation en eau potable des habitants de Birine. Le déplacement du ministre s'est poursuivi dans la ville de Djelfa, où trois nouveaux forages ont été mis en

service. À Messaad, il a inauguré trois autres forages réalisés dans le cadre du programme d'urgence destiné à renforcer les capacités d'alimentation en eau. Trois nouveaux ouvrages ont également été mis en exploitation à Sidi Baïzid, au profit de la commune de Djelfa, afin de mobiliser davantage les ressources hydriques souterraines. À cette occasion, Lounès Bouzegza a insisté sur la nécessité d'assurer une maintenance régulière de ces installations et une gestion efficace de leur exploitation afin d'en préserver les performances sur le long terme. Dans la perspective de répondre aux besoins futurs, le ministre a également lancé l'exploitation de deux nouveaux champs de captage, celui de Zakkar, situé dans la commune d'Aïn El Ibel, et celui de Maïlba, dans la commune de Djelfa. Ces deux projets figurent parmi les opérations programmées au titre de l'exercice 2026. La tournée ministérielle s'est achevée par la mise en service d'un réservoir d'une capacité de 10 000 m³ dans la ville de Djelfa. Cette nouvelle infrastructure permettra d'accroître sensiblement les capacités de stockage et d'améliorer la distribution de l'eau potable dans l'ensemble de la région. ■

NOUVEAUX BACHELIERS

Ouverture des inscriptions le 15 juillet

Les opérations d'inscription et d'orientation des titulaires du baccalauréat session 2026 débiteront le 15 juillet prochain. La prochaine année universitaire connaîtra l'introduction de nouveaux programmes d'enseignement. Il s'agit d'un module consacré aux start-up agiles, ainsi que la généralisation de la matière « Histoire de l'Algérie, nationalisme et citoyenneté », a annoncé hier le ministre de l'Enseignement supérieur, Kamel Baddari.

PAR MERIEM KACI

Ce dernier a présenté lors d'une conférence de presse animée au siège du ministère les principales nouveautés de la circulaire ministérielle relative à l'orientation et à l'inscription des nouveaux bacheliers. « Des nouveautés visant à consacrer une université numérique, ouverte et créatrice de professionnalisme. Une université qui accompagne le développement économique et social, l'économie de la connaissance, l'économie numérique, et garantit également la souveraineté technologique de l'Algérie » a énuméré entre autres le ministre de tutelle.

Le processus d'orientation et d'inscription sera entièrement dématérialisé, numérisé et assisté par l'IA, a indiqué M Baddari. C'est ainsi que l'administration de l'université algérienne s'est transformée en une structure numérique, dématérialisée et virtuelle au service de l'étudiant et passe progressivement à une université de quatrième génération, facilitatrice, qui se présente comme une plateforme numérique au service de l'étudiant, de l'utilisateur, de la région où elle est implantée, et au service des besoins de son gouvernement et de sa société, poursuit M. Baddari.

Ce dernier estime que les principales mutations apportées par la circulaire sur les volets numériques et pédagogiques est « l'orientation intelligente ». En effet, la circulaire a été entièrement numérisée le processus est passé d'un format statique du PDF, à une plateforme numérique interactive et dynamique. Parmi les possibilités offertes par cette circulaire qualifiée d'interactive et dynamique, figure « l'intégration de solutions intelligentes », dont le LLM (Large Language Model). Grâce à



cette interaction intelligente, l'étudiant peut désormais poser sa question et recevoir une réponse personnalisée et individuelle, explique le ministre. Ainsi, le nouvel étudiant et ses parents peuvent interroger l'intelligence artificielle et obtenir des réponses rapides, convaincantes et utiles à toutes leurs préoccupations, explique le conférencier soulignant que le système « LLM » a été configuré après l'entraînement du système d'information et des machines par l'introduction de données massives concernant l'orientation du nouvel étudiant et la vie universitaire dans ses deux volets, « Pédagogiques et Services ». Il a été entraîné pour lire, comprendre et analyser ces données, de sorte qu'il a appris le langage naturel et est devenu capable de le générer et de répondre à

toutes les questions dans une langue très proche du langage humain, s'est réjoui le ministre.

La circulaire numérique a connu par ailleurs, l'intégration d'une application pour le calcul automatique de la moyenne pondérée, ainsi que l'utilisation de la fouille de données (data mining) pour analyser les choix du nouvel étudiant et l'orienter scientifiquement, ce qui lui garantit une réussite certaine dans le parcours choisi.

Formation de 30 000 ingénieurs d'Etat à l'horizon 2030

Pour ce qui est du volet académique, la nouvelle circulaire intègre toutes les nouvelles habilitations et les parcours modernes pour accompagner les métiers de demain, et accompa-

gner le développement économique et social de la société algérienne. À titre d'exemple, le ministre fait savoir que son département a programmé la formation de « 30 000 d'ingénieurs d'Etat en intelligence artificielle » à l'horizon 2030. Il s'agit également de « l'informatique quantique », qui fait partie des métiers de précision de l'avenir scientifique et du parcours de « l'interopérabilité », qui répond aux besoins de la société algérienne et de la nouvelle technologie numérique algérienne exigée par le terrain. Il a révélé également la création d'un parcours en mécanique des systèmes spatiaux, à la demande de l'Agence spatiale algérienne.

Toujours dans le cadre de la modernisation des offres de formations des établissements du Supérieur, M.

Baddari a indiqué que de nouvelles spécialités médicales et de santé sont créés à la demande du ministère de la Santé concernant des doubles diplômes et doubles compétences dans différentes universités, ainsi que l'habilitation de six offres dans le cadre de jumelages et de partenariats internationaux.

35 000 nouveaux bacheliers orientés aux ENS

Le ministre a annoncé la sortie de promotion de 50.000 étudiants en informatique, entre licences, masters et diplômes d'ingénieur d'Etat, atteignant ainsi l'objectif fixé par le secteur pour la période 2022-2026 afin de répondre aux besoins nationaux en compétences numériques. Baddari fait état également de la sortie, en juin dernier, de la première promotion ayant suivi un cursus entièrement dispensé en langue anglaise. Une étape qui traduit, explique Baddari, la volonté des pouvoirs publics de poursuivre l'internationalisation de l'université algérienne et son alignement sur les standards académiques internationaux. En outre, Kamel Baddari a indiqué que les écoles normales supérieures (ENS) sont prêtes à accueillir 35 000 nouveaux étudiants, conformément aux besoins exprimés par le ministère de l'Éducation nationale.

La prochaine rentrée universitaire sera en revanche marquée par l'introduction de deux modules. Il s'agit de « start-up agiles » sensée concrétiser le rôle économique de l'université, ainsi que de la généralisation de l'enseignement de l'« Histoire nationale de l'Algérie et de la citoyenneté », afin de former des étudiants qui aiment la patrie, connaisseurs des lois de leur pays et qui renforcent leur appartenance à l'Algérie nouvelle. ■

EDUCATION

Réception en l'honneur des lauréats des Olympiades panafricaines de mathématiques

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a reçu, lundi à Alger, les membres de l'équipe nationale, sacrée championne des Olympiades panafricaines de mathématiques (PAMO 2026), organisée à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), ainsi que les élèves brillants ayant bénéficié d'un voyage scientifique en République de Biélorussie, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, le ministre a félicité l'équipe nationale pour ce sacre continental « inédit », exprimant sa « grande fierté » pour les résultats honorables réalisés. Il a souligné que ce sacre « a renforcé la confiance dans les capacités des élèves algériens à exceller dans les plus grandes compétitions scientifiques et relevé le niveau d'ambition en vue d'obtenir des résultats plus prometteurs lors des prochaines échéances régionales et internationales ».

« L'Etat algérien, sous la conduite éclairée du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde un intérêt particulier aux jeunes talents et aux élèves brillants, tout en veillant à réunir les meilleures conditions pour accompagner les élèves talentueux et surdoués, afin de leur permettre de participer aux compétitions scientifiques internationales dans les meilleures conditions et d'obtenir des résultats



dignes de la place de l'Algérie », a-t-il assuré. L'équipe nationale, composée de six élèves du cycle secondaire, « a décroché la première place en Afrique parmi 26 pays participants, en remportant neuf médailles, soit le plus grand nombre de médailles attribuées lors de cette édition », a noté le communiqué, ajoutant que l'équipe algérienne « s'est également distinguée en obtenant deux scores parfaits, une performance qui lui est propre, tandis que l'élève Yahia Alaa a été sacrée +Reine des mathématiques africaines+, lors de cette compétition qui s'est déroulée du 26 juin au 4 juillet ». M. Saadaoui a renouvelé ses félicitations aux membres de l'équipe, à leurs parents, à la communauté éducative, aux directions de l'éduca-

tion dont ils relèvent, ainsi qu'aux enseignants et encadreurs ayant contribué à cette réussite, saluant les qualités dont les élèves ont fait preuve, notamment « leur assiduité, leur persévérance, leur esprit de compétition et leur sens de l'effort ».

Le ministre a également reçu les élèves brillants ayant bénéficié d'un voyage scientifique en République de Biélorussie, organisé du 25 juin au 5 juillet, dans le cadre du programme de coopération et de jumelage entre les établissements scolaires algériens et leurs homologues biélorusses. A cette occasion, il les a félicités pour avoir « représenté dignement l'Algérie », saluant « le sérieux, la discipline et la bonne conduite » dont ils ont fait preuve. ■

**Accident de la route
28 morts et 1644
blessés en une semaine**

Vingt-huit personnes sont décédées et 1644 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus durant la période allant du 28 juin au 4 juillet en cours dans plusieurs wilayas, a indiqué, hier, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset avec 6 morts et 37 blessés dans 11 accidents de la circulation.

Par ailleurs, le dispositif de surveillance des plages a permis de sauver 4665 personnes de noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 1494 autres et d'évacuer 250 personnes vers les structures sanitaires locales, a ajouté la même source, déplorant toutefois 14 décès par noyade en mer et 5 autres dans des réserves d'eau.

En outre, les unités de Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 2972 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (283 incendies), Constantine (158 incendies) et Annaba (148 incendies). Concernant le dispositif de lutte contre les incendies de forêt et de récolte, la Protection civile est intervenue pour l'extinction de 363 incendies du couvert végétal dont 11 incendies de forêts, 10 incendies de maquis, 33 incendies de broussailles, 153 incendies de récoltes, 44 incendies d'arbres fruitiers, 84 incendies de bottes de foin et 28 incendies de palmiers à travers plusieurs wilayas du territoire national.

SELON LES DERNIÈRES STATISTIQUES DE L'ONS

Le nombre d'entreprises individuelles **a augmenté** de 1,28% en 2023

L'office national des statistiques vient de publier le répertoire des agents économiques et sociaux pour l'année 2023 révélant que le nombre total d'entreprises individuelles a augmenté de 31 031 unités par rapport à l'année 2022, soit une croissance de 1,28 %.



FATIHA A.

Le répertoire des personnes physiques comptait un total de 2.451.550 entités en 2023. Le répertoire des personnes physiques dénombre les informations relatives à l'ensemble des entreprises et leurs établissements, tous secteurs confondus (industriels, commerçants, artisans, professions libérales, agriculteurs,...), implantés sur l'ensemble du territoire national.

Au 31 décembre 2023, le nombre total des personnes physiques en Algérie a enregistré une légère progression par rapport à 2022. Cette évolution, ventilée par sexe, traduit une dynamique positive pour le sexe masculin et pour le sexe féminin.

Ainsi, une augmentation de 1,22 % est relevée pour le sexe masculin contre 1,79 % pour le sexe féminin.

Cette répartition met en évidence la

prédominance du secteur du «commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles», qui regroupe à lui seul 47,91 % du nombre total des personnes physiques au 31 décembre 2023. Par ailleurs, en 2023, le nombre de radiations s'établit à 56 314 contre 59 530 en 2022, soit une diminution de 3 216 radiations correspondant à une baisse de 5,40 % par rapport à l'année précédente.

Le taux de radiation a légèrement baissé, ce qui constitue une évolution positive. Cela signifie que la dynamique d'entrée et sortie devient plus équilibrée ou que la prolongation de l'activité des personnes physiques s'améliore. Par ailleurs, l'ONS a également publié le répertoire des personnes physiques en 2022 qui comptait un total de 2.420.519 entités, enregistrant une augmentation par rapport à 2021 de plus de 37.000 personnes physiques soit 1,56%

Le répertoire des personnes physiques

enregistre une croissance générale modérée de 1,56 % en une année ; avec une augmentation assez importante chez le genre féminin de 2,53 % contre 1,44 % pour le genre masculin, mais le genre masculin reste très majoritaire.

Le nombre des sorties du répertoire a fortement augmenté de 53,54% au cours de l'année 2022 par rapport à 2021, cela indique une hausse des fermetures d'entreprises individuelles.

La tendance de forte prédominance masculine parmi les radiations se maintient. En 2021, 89,01% des radiations concernent les personnes physiques du genre masculin, et ce chiffre a légèrement augmenté en 2022, 89,81%. Comparé aux créations des personnes physiques, le nombre d'entreprises individuelles a tout de même augmenté en 2022 malgré les radiations. De nombreuses entreprises individuelles ferment, mais beaucoup se créent aussi.

DGI

Le portail JIBAYATIC est de nouveau opérationnel

La Direction générale des impôts (DGI) informe tous les utilisateurs du système d'information fiscal JIBAYATIC, que le portail est de nouveau pleinement opérationnel depuis hier matin, suite à une maintenance technique programmée.

À cet égard, la Direction confirme, dans un communiqué publié hier, que cette interruption technique a permis la mise en œuvre et l'activation de plusieurs nouvelles fonctionnalités et services numériques, s'inscrivant dans le cadre de sa démarche de modernisation du portail, d'amélioration de son efficacité et de la qualité des services offerts aux utilisateurs.

Le portail JIBAYATIC est la plateforme numérique officielle de la Direction Générale des Impôts (DGI). Il est central pour la modernisation de l'administration fiscale, offrant aux contribuables et opérateurs économiques un accès à distance.

Il permet aux entreprises et professionnels de déclarer et de payer leurs impôts et taxes (comme la G50) en ligne, limitant ainsi les déplacements physiques. Les contribuables (notamment ceux relevant de la Direction des grandes entreprises - DGE) peuvent demander, obtenir et télécharger des certificats d'existence (C20) et des extraits de rôles directement depuis leur espace privé. La plateforme permet le suivi des dossiers fiscaux et l'authentification des documents administratifs par des tiers de manière instantanée.

Pour bénéficier des services de la plateforme, les contribuables doivent s'adresser à leur structure fiscale de rattachement (CDI, CPI ou DGE) afin de déposer un formulaire de demande et récupérer leurs identifiants de connexion.

F.A.

APRUE

La nouvelle session de formation au profit des Responsables Énergie Industrie finalisée

Dans le cadre de ses missions d'accompagnement, l'Agence Nationale pour la Promotion et la Rationalisation de l'Utilisation de l'Énergie (APRUE) a finalisé une nouvelle session de formation au profit des Responsables Énergie Industrie. La forte affluence enregistrée témoigne de la prise de conscience des industriels quant à l'importance de l'efficacité énergétique pour leur performance globale.

Selon un communiqué de l'APRUE, ce cursus vise à transmettre les outils méthodologiques nécessaires à l'optimisation des procédés et à la transition énergétique des entreprises, avec un accent particulier mis sur la mise en place de cellules énergétiques dédiées.

L'APRUE poursuit le déploiement de ce cycle de formation afin de pérenniser ces compétences clés et de soutenir une dynamique industrielle nationale plus durable et compétitive.

Ainsi, l'APRUE renforce ses cycles de formation en proposant des programmes stratégiques pour les professionnels de l'industrie. Ces cycles, qui s'inscrivent dans le cadre de la transition énergétique, visent à améliorer les compétences en matière de maîtrise de l'énergie et d'audit énergétique.

Deux cycles stratégiques sont destinés aux professionnels et industriels. Il s'agit d'un cycle pour piloter une stratégie de maîtrise de l'énergie, réduire les émissions et diffuser la culture de l'efficacité énergétique en entreprise et d'une formation pour maîtriser les méthodologies d'audit énergétique et identifier les gisements d'économie (vapeur, air comprimé, froid).

Aussi, l'APRUE organise régulièrement des journées d'information et d'accompagnement (comme pour le groupe SNS) pour les filiales industrielles. Au programme de ces actions une présentation des solutions de performance énergétique. Intégration des meilleures pratiques de gestion, notamment à travers le système ISO 50001 et une sensibilisation aux mécanismes de soutien de l'État.

F.A.

Les prix du pétrole **progressent** légèrement

Les prix du pétrole ont progressé hier, alors que des rapports faisant état de nouveaux problèmes au détroit d'Ormuz menaçant les espoirs d'une reprise du trafic maritime dans cette voie d'eau vitale, selon le site investing.

À 09h41, les contrats à terme sur le Brent, référence mondiale du pétrole, avaient progressé de 0,9% à 72,61\$ le baril, tandis que les contrats à terme sur le West Texas Intermediate (WTI) américain avançaient de 0,7% à 69,03\$ le baril.

Les prix du pétrole brut ont reculé depuis la

signature de l'accord de paix provisoire en juin. Après le début du conflit fin février, les prix du pétrole avaient bondi, dépassant à un moment les 110\$ le baril et alimentant les craintes d'une flambée inflationniste mondiale.

Des données récentes indiquent que le trafic commence à reprendre dans le détroit, bien qu'il reste incertain que les flux aient pleinement retrouvé leur niveau normal.

« Les prix du pétrole sont revenus à leurs niveaux d'avant le conflit, même si le détroit d'Ormuz ne voit encore passer qu'une fraction du trafic habituel. Il subsiste encore des

tensions dans la chaîne d'approvisionnement », ont indiqué des analystes de Deutsche Bank, dont Henry Allen, dans une note.

Toutefois, toute hausse des prix du pétrole a été atténuée par la perspective d'une augmentation de l'offre mondiale.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, dont la Russie, ont convenu dimanche d'augmenter leurs objectifs de production de 188.000 barils par jour à partir d'août, après des hausses similaires en juin et juillet.

R.E.

ALGÉRIENNE DES AUTOROUTES

La réhabilitation de plusieurs tronçons du réseau routier se poursuit

FATIHA A.

«Les équipes d'intervention de l'algérienne des autoroutes poursuivent la mise en œuvre d'un programme d'entretien et de réhabilitation de plusieurs tronçons et ouvrages d'art classés comme points noirs du réseau routier. Ce programme, conforme aux instructions du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, vise à garantir la disponibilité et la pérennité des infrastructures, à renforcer la sécurité routière et à améliorer les conditions de circulation pour les usagers», a indiqué hier le ministère des travaux publics dans un communiqué publié sur sa page officielle facebook.

Dans ce contexte, poursuit-on, les travaux de réhabilitation des joints de dilatation de l'ouvrage n° 179.1 à Djebahia, dans les deux sens (Constantine et Alger), se poursuivent. La mise en place de l'ossature est achevée et la pose des armatures est en cours en vue des phases d'entretien restantes, tout en maintenant la fluidité du trafic.

Les travaux de pose de la couche d'enrobé bitumineux à haute résistance (BBME) se poursuivent sur le tronçon de Bachloul, dans la wilaya de Bouira, en direction d'Alger. Cette technique est utilisée sur les autoroutes en raison de sa grande résistance aux charges lourdes et à la déformation, ce qui contribue à améliorer la qualité de la chaussée, à prolonger sa durée de vie et à renforcer le confort et la sécurité des usagers.

À Aïn el Turk, au point kilométrique 92+800 en direction d'Alger, les travaux d'entretien se poursuivent après l'opération d'imprégnation, dans le cadre du programme visant à améliorer l'état du tronçon et à rehausser le niveau de service.

Des travaux de réparation se poursuivent également sur les dispositifs de sécurité des ouvrages d'art à Bouderbala, au point kilométrique 62+228 en direction de Bouira. Les équipes de l'Algérienne des Autoroutes (ADA) sécurisent le chantier et mettent en œuvre diverses mesures préventives afin d'assurer la sécurité des usagers et de maintenir la fluidité du trafic.

L'envergure de ce projet d'entretien des autoroutes se traduit sur le terrain par des interventions ciblées. La priorité absolue est donnée à l'élimination des points noirs pour réduire les risques d'accidents, avec des travaux ciblés sur 29 points critiques au niveau national, notamment sur le tronçon de Djebahia à Bouira et la zone de Beni Mered à

Pour améliorer la sécurité et la fluidité du trafic, l'Algérienne des Autoroutes (ADA) déploie un vaste plan de maintenance ciblant 29 points noirs et plus de 120 ouvrages d'art. Ce programme s'accompagne d'interventions directes sur les tronçons vétustes de l'autoroute Est-Ouest et d'autres axes stratégiques



Blida. Il y a également la réhabilitation des ouvrages d'art avec le remplacement de plus de 2.800 mètres linéaires de joints de dilatation sur différents ponts et viaducs, et réparation structurelle de 120 ouvrages d'art nationaux et la modernisation de l'autoroute Est-Ouest pour des travaux de fond (renforcement de la chaussée et consolidation contre les glissements de terrain) sur de nombreux axes, comme le tronçon Aïn Smara-Zouaghi Slimane et celui de Tessala El Merdja à Chlef.

D'importants travaux de réhabilitation ont également lieu aux trois pénétrantes de l'échangeur de Sidi Abdallah (Alger) pour renouveler la couche de roulement. Ainsi, l'entretien des autoroutes gérées par l'Algérienne des Autoroutes (ADA) s'avère vital pour l'économie nationale, car près de 90% des marchandises y transitent. Une maintenance rigoureuse garantit la sécurité des usagers, prévient la dégradation prématurée des voies et per-

met de soutenir le développement industriel du pays. L'autoroute Est-Ouest et les autres axes structurants sont l'épine dorsale du commerce national. Des chaussées bien entretenues réduisent les coûts de transport et la détérioration des marchandises, tout en facilitant les échanges entre les différentes wilayas et le réseau transsaharien. Les sections dégradées augmentent drastiquement les risques d'accidents. L'entretien régulier, le nettoyage des abords et la maintenance des équipements (comme l'éclairage des tunnels) sont indispensables pour assurer la sécurité sur ces voies rapides où la vitesse atteint 120 km/h. Face à la saturation et aux contraintes climatiques, l'État a lancé de vastes opérations de maintenance (comme le deuxième contournement d'Alger) et des études approfondies pour identifier et réparer les zones endommagées, garantissant ainsi la durabilité de ces investissements publics massifs.

Campagne moisson-battage

Les walis multiplient les visites de terrain

Plusieurs wilayas du pays ont immédiatement mis en œuvre une série de mesures sur terrain afin d'assurer le bon déroulement de la campagne moisson-battage, et ce conformément aux instructions du Président de la République et aux conclusions de la réunion de coordination présidée mardi dernier par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, avec les walis. Cette réunion était consacrée au suivi de l'avancement de la campagne.

Un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, publié hier, sur sa page facebook, précise que les mesures prises comprennent l'intensification des visites de terrain, l'activation des cellules de coordination et de suivi, ainsi qu'une surveillance accrue des opérations de récolte et de battage. Tout problème ou obstacle rencontré sera traité sans délai, et toutes les ressources humaines, matérielles et logistiques disponibles seront mobilisées pour garantir le succès de la campagne, selon le communiqué.

Les wilayas ont également entamé la mise en œuvre d'un plan de transfert de machines agricoles et de matériel de récolte des wilayas ayant terminé leurs opérations vers celles où la campagne est encore en cours.

Par ailleurs, les capacités de stockage excédentaires des wilayas voisines sont mises à la disposition des autres wilayas qui sont confrontées à des contraintes de stockage, garantissant ainsi une utilisation optimale des ressources nationales, accélérant le rythme des récoltes et renforçant le principe de solidarité et de coordination entre les provinces.

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a confirmé que ces mesures s'inscrivent dans le cadre d'un renforcement du suivi quotidien, d'une coordination accrue entre les différents acteurs et de la levée immédiate de tous les obstacles. L'objectif est d'accélérer les récoltes et d'assurer une utilisation optimale des capacités de transport et de stockage, conformément aux directives émises par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

F.A.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE

La demande mondiale de gaz naturel devrait se contracter cette année

La consommation mondiale de gaz devrait diminuer pour la troisième fois en sept ans, même si l'approvisionnement en GNL en provenance de producteurs d'autres régions contribue à compenser les pertes au Moyen-Orient. Les répercussions de la guerre au Moyen-Orient continuent de remodeler le marché mondial du gaz naturel, avec une offre plus restreinte et des prix élevés qui pèsent sur la demande sur les principaux marchés, selon le dernier rapport trimestriel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), publié hier.

La demande mondiale de gaz devrait diminuer de 0,5 % cette année, selon les prévisions du rapport, principalement en raison d'une baisse de la consommation dans les secteurs de la production d'électricité et de l'industrie. Ce serait la troisième fois en sept ans que la demande se contracte sur une base annuelle.

Le rapport sur le marché du gaz pour le troisième trimestre, publié aujourd'hui, analyse la réaction des marchés aux perturbations majeures des expéditions de gaz via le détroit d'Ormuz, qui assu-

rait auparavant le transit d'environ 20 % de l'approvisionnement mondial en gaz naturel liquéfié (GNL). Bien que le trafic de méthaniers par le détroit ait augmenté depuis l'accord intérimaire conclu mi-juin entre les États-Unis et l'Iran pour mettre fin aux hostilités et rouvrir le détroit, le trafic demeure nettement inférieur aux niveaux d'avant le conflit et une forte incertitude plane sur les perspectives des flux commerciaux futurs. Les prix du gaz naturel en Asie et en Europe se sont stabilisés par rapport aux pics atteints en mars, mais restent bien supérieurs aux niveaux prévus pour 2025. Les premières données indiquent que la demande mondiale de gaz naturel s'est contractée au premier semestre 2026 par rapport à la même période de l'année précédente. Ce repli semble principalement dû à une baisse de la demande au Moyen-Orient, dans un contexte d'offre plus restreinte et de difficultés rencontrées par les industries consommatrices de gaz. La demande de gaz a également diminué en Asie, sous l'effet de la hausse des prix et des mesures politiques visant à réduire la demande et à encoura-

ger le recours à d'autres combustibles, notamment le charbon dans le secteur de l'électricité. Selon le rapport, la baisse des approvisionnements en GNL en provenance du Qatar et des Émirats arabes unis a été brutale, la production ayant chuté de près de 80 % entre mars et juin par rapport à la même période en 2025. Cependant, pour l'ensemble de l'année 2026, l'offre devrait rester globalement stable par rapport à 2025, grâce à l'augmentation de la production dans d'autres régions, notamment grâce aux nouveaux projets de GNL en Amérique du Nord, en Afrique et en Australie. Par ailleurs, si la réouverture complète du détroit d'Ormuz est retardée au-delà du début du quatrième trimestre de cette année, cela pourrait entraîner la première baisse annuelle des approvisionnements mondiaux en GNL depuis 2012. D'après le rapport, les répercussions du conflit sur l'approvisionnement en GNL devraient se faire sentir au-delà de 2026. Avant le déclenchement des hostilités fin février, l'équilibre du marché mondial du gaz s'améliorait progressivement depuis le second semestre 2025 grâce à la

mise en service de nouvelles installations de liquéfaction de GNL. Cependant, les perturbations d'approvisionnement à court terme et les dommages causés aux infrastructures gazières – notamment à Ras Laffan au Qatar, le plus grand site de liquéfaction au monde – devraient freiner l'expansion des capacités de production de GNL prévue par le Qatar. Les impacts sur la croissance de l'offre projetée devraient se concentrer principalement en 2026 et 2027, ce qui signifie que les marchés pourraient rester plus tendus que prévu au cours des deux prochaines années. Le nouveau rapport met également en lumière la manière dont les perturbations du marché mondial du gaz se répercutent sur d'autres secteurs de l'énergie et sur l'économie en général. Par exemple, le conflit a profondément affecté les chaînes d'approvisionnement mondiales d'engrais, dont le gaz naturel est une matière première essentielle. Cela a des conséquences importantes sur la sécurité alimentaire, notamment dans les régions les plus vulnérables du monde.

R.E.

ÉNERGIE, SPORT ET TOURISME

Oran réceptionne de nouveaux projets

À l'occasion du 64e anniversaire de la Fête de l'Indépendance, la wilaya d'Oran renforce ses infrastructures avec la mise en service de nouveaux projets dans les secteurs de l'énergie, du sport et du tourisme.



Les festivités marquant le 64e anniversaire de la Fête de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale se sont poursuivies, lundi, dans la wilaya d'Oran, où le wali, Brahim Ouchene, a procédé à l'inauguration et à la mise en service de plusieurs projets de développement relevant des secteurs de l'énergie, du sport et du tourisme, à travers plusieurs communes. Dans ce cadre, le wali a inauguré une piscine de proximité au quartier Bouamama, dans la commune d'Oran, baptisée du nom du défunt moudjahid Laaroui Djebbar. A cette occasion, M. Ouchene a donné des instructions en vue d'assurer une gestion optimale de cet équipement public et de veiller à son entretien, afin de garantir la santé et la sécurité des usagers, notamment les jeunes et les enfants. La famille du défunt moudjahid a été honorée en reconnaissance de son parcours militant

et de sa contribution à la Guerre de libération nationale. Le wali a également procédé à la mise en service des réseaux d'électricité et de gaz naturel au profit de 100 familles du village Cheikh Benkhalifa et de la zone de M'sila, dans la commune de Boutlélis, dans le cadre des efforts de l'Etat visant à généraliser l'accès aux services de base. Ce projet comprend la réalisation de 1,14 km de réseau électrique, avec l'installation d'un transformateur destiné à assurer un approvisionnement régulier en électricité, ainsi que la pose de 4,28 km de réseau de distribution de gaz naturel au bénéfice des habitants. A cette occasion, M. Ouchene a salué les efforts consentis par les équipes de Sonelgaz, à travers la Direction de distribution d'Es-Senia, mettant en avant leur professionnalisme et leur engagement dans la réalisation des projets de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz, contribuant ainsi à l'amélioration du service public.

Le wali a également suivi un exposé consacré à la campagne de sensibilisation portant sur la rationalisation de la consommation d'énergie et la prévention des risques liés à l'utilisation du gaz, soulignant l'importance de ces actions dans la promotion d'une culture de consommation responsable et d'utilisation sécurisée de l'énergie. Dans une autre étape de sa visite, M. Ouchene a supervisé la mise en service du réseau de gaz naturel au profit de 111 familles du quartier Bridji Miloud, dans la commune de Mers El Hadjadj, après la réalisation de 6,8 km de réseau de distribution, une opération qui contribuera à améliorer les conditions de vie des habitants. La visite de terrain s'est achevée par l'inauguration de l'établissement hôtelier «Nadjma Oran», situé dans la commune d'Es-Senia. Cette nouvelle structure contribuera au renforcement des capacités d'accueil de la wilaya et au soutien de la dynamique touristique que connaît la région.

RELIZANE Inauguration de structures sanitaires

Deux structures relevant du secteur de la santé ont été inaugurées dans les communes de Mendes et de Sidi M'hamed Benaouda, tandis que la première pierre d'un établissement scolaire a été posée, dans le cadre des célébrations du 64e anniversaire de la Fête de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale. La cérémonie, organisée en présence des autorités locales et de la famille révolutionnaire, a été marquée par l'inauguration de deux polycliniques réhabilitées et équipées. Il s'agit de la polyclinique «Moudjahid Ahmed Bouziani» à Mendes (35 km au sud de Relizane) et de la polyclinique «Moudjahid Mohamed Barkat» à Sidi M'hamed Benaouda (20 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya). Ces réalisations visent à renforcer les infrastructures sanitaires, améliorer la couverture médicale, améliorer la qualité des services publics et assurer une permanence des soins 24 heures sur 24. L'établissement public hospitalier «Moudjahid défunt Kouider Turki» de Mendes a également été doté de nouveaux équipements médicaux, notamment la mise en service d'un appareil de mammographie destiné au dépistage précoce du cancer du sein, ainsi que l'ouverture d'un service de banque de sang, afin de réduire les déplacements des patients pour le diagnostic et les soins. Dans le secteur de l'éducation, la première pierre d'une école primaire de type 2 a été posée dans le quartier des 490 logements de la commune de Mendes. L'établissement portera le nom du chahid El Arabi M'hammed et contribuera au renforcement des infrastructures éducatives ainsi qu'à l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves de la région. Le programme des festivités du 64e anniversaire de l'Indépendance dans la wilaya de Relizane a également inclus une visite de courtoisie au moudjahid Aouad Bendjelloul, membre de l'organisation civile du Front de libération nationale (FLN), à son domicile dans la commune de Sidi Lazreg.

BÉCHAR Campagne de sensibilisation des agriculteurs contre la punaise des graines

Une campagne de sensibilisation des agriculteurs de la wilaya de Béchar sur la nécessité de renforcer la lutte contre la punaise des graines (Nysius) a été lancée par les services de la Direction des services agricoles (DSA), a-t-on appris lundi auprès de cette structure. Initiée par l'inspection locale de la santé végétale, cette campagne est animée par des cadres techniques spécialisés en santé et protection des végétaux. Elle vise à informer et accompagner les agriculteurs sur les méthodes et techniques de lutte contre ce ravageur, a précisé le premier responsable de la DSA, Abderabi Hamel. Les mesures préconisées incluent notamment l'utilisation de filets de protection pour les semis, la mise en place de fosses d'eau pour limiter le développement des nymphes, ainsi que la pulvérisation d'insecticides sur les bordures des parcelles afin de repousser les essaims migrants, a-t-il expliqué. Selon le même responsable, Nysius cymoides est une punaise invasive favorisée par les effets du changement climatique. Elle touche principalement les cultures maraîchères et céréalières dans les régions sahariennes et semi-arides, provoquant d'importants dégâts sur les jeunes plants. Des moyens humains et logistiques ont été mobilisés pour assurer le succès de cette opération, qui s'inscrit dans le cadre du plan de vigilance et de lutte contre les insectes nuisibles aux cultures, a-t-il souligné.

BOUIRA

Mise en service et lancement de plusieurs projets

Plusieurs projets de développement ont été mis en service et d'autres ont été lancés, lundi, par les autorités locales de la wilaya de Bouira, dans les domaines de l'Hydraulique, de l'Énergie et de la Protection civile. Prévus dans le programme de la célébration du 64e anniversaire de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale, le lancement et la mise en service des projets concernent les communes de M'Chedallah, Saharidj, Chirfa El Asnam et Ahl Laksar, à l'Est de la wilaya. Dans sa visite à la commune de Chorfa, à près de 45 km à l'est de la wilaya, la wali de

Bouira, Mme Houria Aggoune, a procédé en compagnie des autres responsables locaux, à la mise en service d'un puits artésien ainsi que d'une station de pompage qui est raccordée à trois autres forages. Les deux projets ont été réalisés dans le cadre d'un projet du renforcement de l'alimentation en eau potable dans la commune de Chorfa, et du raccordement des régions environnantes de M'Chedallah ainsi que de la zone industrielle d'Oued El Bardi, a expliqué à l'APS le directeur de l'Hydraulique, Mohamed Bouali. Une enveloppe financière de l'ordre de 460 millions de dinars a

été allouée à ces projets. La station est d'une capacité de pompage de 36 litres par seconde, a précisé le même responsable. A Ahl Laksar Mme Aggoune a donné le coup d'envoi des travaux du projet de raccordement en électricité des stations de pompage SP2, SP3, et SP4 faisant partie du système des transferts du barrage de Tilesdit (Bechloul). Les autorités locales de la wilaya ont, par ailleurs, inauguré le cimetière des martyrs Tiksiriden (Chorfa), qui a fait l'objet d'une vaste opération de réhabilitation. Dans la commune montagneuse de Saharidj (Nord-est de Bouira), la cheffe de l'exécutif a procédé à la mise en ser-

vice d'un projet de réhabilitation d'un étage électrique d'une capacité de 30 Kv de moyenne tension, destiné à alimenter la région de M'Chedallah, et une partie de Bechloul. Le montant alloué à cette opération est de l'ordre de 81 millions de dinars, selon la fiche technique du projet, présentée sur le site du chantier. Les autorités locales se sont rendues par la suite dans la commune d'El Asnam, où elles ont donné le coup d'envoi des travaux du dernier lot du projet de réalisation de la principale unité de la protection civile pour une enveloppe financière de 163 millions de dinars.

Santé

Quels aliments **privilégier** contre le cancer ?

PAR AMEL B

Face à la progression du nombre de cancers dans le monde, la prévention occupe une place de plus en plus importante dans les politiques de santé publique. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une part importante des cancers pourrait être évitée grâce à des mesures de prévention liées au mode de vie, notamment l'arrêt du tabac, le maintien d'un poids sain, l'activité physique régulière et une alimentation équilibrée.

Si l'alimentation ne constitue pas à elle seule une cause directe de cancer, les recherches scientifiques montrent qu'elle influence le risque de développer plusieurs formes de la maladie. Les spécialistes recommandent ainsi de privilégier une alimentation riche en aliments végétaux, notamment les fruits, les légumes, les légumineuses, les céréales complètes, les noix et les graines. Ces aliments apportent des fibres, des vitamines, des minéraux et des composés bioactifs, parmi lesquels figurent les polyphénols. Présents naturellement dans les fruits rouges, les légumes verts, les herbes aromatiques, les épices, le thé, le café et le cacao non sucré, ces composés font l'objet de nombreuses recherches en raison de leurs propriétés antioxydantes et anti-inflammatoires. Ils pourraient contribuer à limiter certains mécanismes cellulaires impliqués dans le développement des cancers, notamment en réduisant le stress oxydatif et l'inflammation chronique. Les légumes crucifères, comme le brocoli, le chou et le chou-fleur, les fruits rouges, les agrumes, l'ail, les herbes fraîches, le thé vert ou encore le cacao pur figurent parmi les aliments régulièrement étudiés pour leurs effets potentiellement protecteurs. Les fibres alimentaires jouent également un rôle essentiel, notamment dans l'équilibre du microbiote intestinal, et sont associées à une diminution du risque de cancer colorectal.

Cependant, les experts insistent sur le fait qu'aucun aliment ne constitue à lui seul une protection absolue contre le cancer. C'est l'ensemble du régime alimentaire et du mode de vie qui influence le risque à long terme. À l'inverse, certaines habitudes alimentaires sont associées à une augmentation du risque de cancer. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), organisme spécialisé de l'OMS, a classé les viandes transformées parmi les cancérigènes avérés pour l'être humain. Cette classification repose notamment sur des preuves solides concernant leur lien avec

Alors que le nombre de cas de cancer ne cesse d'augmenter dans le monde, la question de la prévention s'impose plus que jamais. À commencer par notre alimentation. Faut-il vraiment changer nos habitudes pour réduire les risques ? La réponse est oui, selon les spécialistes qui insistent sur le rôle clé de notre régime alimentaire dans la lutte contre le cancer. Mais au-delà des recommandations générales, quels sont les aliments à privilégier pour une véritable alimentation anticancer ? Et, à l'inverse, quels ingrédients doivent absolument disparaître de nos assiettes ?



le cancer colorectal. Selon le CIRC, une consommation régulière et importante de ces produits est associée à une augmentation du risque de cancer colorectal.

La viande rouge est, quant à elle, classée comme « probablement cancérigène », avec un niveau de preuve inférieur mais une association observée notamment avec le cancer colorectal. Les recommandations internationales invitent donc à limiter sa consommation et à diversifier les sources de protéines en privilégiant davantage les légumineuses, le poisson ou les viandes peu transformées.

Les produits ultra-transformés font également l'objet d'une attention croissante. Souvent riches en sucres ajoutés, en sel, en graisses saturées et en additifs, ils sont associés à une augmentation du risque d'obésité et de maladies chroniques. Or, le surpoids et l'obésité sont reconnus comme des facteurs favorisant plusieurs cancers, notamment ceux du côlon, du rein, du foie, du pancréas, du sein après la ménopause et de l'endomètre. Le CIRC estime que l'excès de poids représente une part importante des cancers évitables dans le

monde. Les spécialistes recommandent également de faire attention aux modes de préparation des aliments. Les cuissons à très haute température et la consommation régulière d'aliments fortement brûlés ou carbonisés peuvent favoriser la formation de composés potentiellement nocifs. Selon l'OMS, le cancer demeure l'une des principales causes de décès dans le monde. En 2022, près de 20 millions de nouveaux cas ont été recensés et environ 9,7 millions de personnes sont décédées des suites de la maladie. L'OMS prévoit que le nombre annuel de nouveaux cas pourrait atteindre environ 35 millions d'ici 2050, soit une hausse estimée à près de 77 %, en raison notamment du vieillissement de la population, de la croissance démographique et de l'évolution des facteurs de risque liés au mode de vie. L'organisation estime toutefois que 30 à 50 % des cancers pourraient être évités grâce à des mesures de prévention, parmi lesquelles une alimentation équilibrée, une activité physique régulière, le maintien d'un poids sain et la réduction des principaux facteurs de risque.

A.B

OMS

Nouvelles négociations pour finaliser l'accord sur les pandémies

Les Etats membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont ouvert lundi une nouvelle session de négociations sur un élément clé du traité sur les pandémies qui bloque sa finalisation depuis un an. Cette septième session du Groupe de travail intergouvernemental (GTI) est prévue jusqu'au 17 juillet pour « rédiger et négocier une annexe à l'Accord de l'OMS sur les pandémies relative au système d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages (PABS) », selon l'OMS. Après plus de trois ans de négociations lancées à la suite du Covid-19, les Etats membres de l'OMS avaient adopté en mai 2025 un accord historique visant à mieux se préparer et lutter contre les futures pandémies. Il vise notamment à garantir un accès équitable aux produits de santé (vaccins, traitements, tests de dépistage). L'accord global sur les pandémies, destiné à éviter une répétition des dysfonctionnements observés lors de la pandémie de Covid-19, ne pourra entrer en vigueur tant que cette annexe ne sera pas finalisée. L'OMS souligne que les enseignements tirés de la pandémie de Covid-19 ont mis en évidence les faiblesses de la coopération internationale, notamment les inégalités dans l'accès aux vaccins et aux équipements médicaux. Le futur accord doit ainsi renforcer la solidarité mondiale et éviter une répétition des difficultés rencontrées lors des précédentes crises sanitaires. Les résultats des négociations sur l'annexe PABS doivent être soumis à l'Assemblée mondiale de la santé pour examen. Selon l'OMS, la finalisation de ce mécanisme reste indispensable pour permettre aux pays de procéder aux étapes suivantes liées à l'accord sur les pandémies. Les discussions actuelles portent notamment sur les modalités pratiques du système PABS : les conditions d'accès aux agents pathogènes, les obligations des laboratoires et des acteurs de la recherche, ainsi que les mécanismes permettant aux pays en développement de bénéficier des avancées issues de ces recherches.

ASSOCIATION ÉCOLOGIQUE MARINE «BARBAROUS»

Vers une **nouvelle extension** du récif artificiel de Bousfer à Oran

L'association écologique marine «Barbarous» s'apprête à lancer une nouvelle phase d'extension du récif artificiel de Bousfer, à l'ouest de la wilaya d'Oran, à travers l'immersion de dix nouveaux modules destinés à renforcer la biodiversité marine et à favoriser la reconstitution des ressources halieutiques, a appris l'APS auprès du secrétaire général de l'association, Amine Chakouri. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un nouveau projet qui sera réalisé sur la concession maritime de 10 hectares obtenue par l'association en 2023. Elle est menée en partenariat avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, le département de Génie maritime de l'Université des Sciences et de la Technologie d'Oran Mohamed-Boudiaf (USTO-MB), ainsi que le projet de coopération méditerranéenne SHARE4MED, a précisé M. Chakouri. Fi-

nancé dans le cadre du programme Interreg NEXT MED et cofinancé par l'Union européenne, le projet SHARE4MED accompagne les collectivités locales dans la mise en œuvre d'initiatives visant à protéger les espaces côtiers et maritimes. Il encourage la coopération entre les pays du bassin méditerranéen, le partage des bonnes pratiques et le développement d'outils de gouvernance environnementale afin de promouvoir une économie bleue durable et de renforcer la résilience des écosystèmes marins.

Selon M. Chakouri, cette nouvelle étape prévoit l'immersion de dix modules supplémentaires afin d'étendre les habitats artificiels déjà en place et de créer de nouvelles zones de refuge, de reproduction et d'alimentation pour de nombreuses espèces marines. Le projet comprend également un important volet scientifique consacré au suivi

de l'évolution des écosystèmes, en collaboration avec les chercheurs de l'USTO-MB.

Cette initiative s'inscrit dans la continuité des actions menées par l'association «Barbarous», pionnière en Algérie dans le domaine des récifs artificiels. En 2015, elle avait lancé à Bousfer une première expérience pilote qui a démontré l'efficacité de cette technique dans la restauration des habitats marins et le retour progressif de plusieurs espèces de poissons. Une nouvelle étape a été franchie en 2023 avec l'obtention d'une concession maritime de 10 hectares et le lancement d'un programme de récifs artificiels répondant aux normes internationales. Réalisé en partenariat avec les secteurs concernés et plusieurs établissements universitaires, ce projet a permis l'immersion de 40 modules en béton spécialement conçus pour favoriser la colonisation biolo-

gique, avant d'être renforcé par l'installation de 100 autres modules dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Les opérations de suivi scientifique et les plongées d'observation effectuées depuis ont mis en évidence des résultats encourageants, notamment le développement d'une faune et d'une flore marines diversifiées autour des structures immergées, confirmant le rôle des récifs artificiels dans la restauration des écosystèmes côtiers et la préservation des ressources halieutiques. A travers cette nouvelle extension, l'association «Barbarous» entend consolider le récif artificiel de Bousfer en tant que modèle national de gestion durable des espaces marins, conciliant protection de l'environnement, recherche scientifique et promotion d'une pêche responsable, a-t-on souligné.

VENEZUELA

Le bilan du double séisme monte à 3.535 morts

Le bilan du double séisme du 24 juin au Venezuela a été revu à la hausse et s'élève désormais à 3.535 morts, selon un communiqué diffusé lundi par le gouvernement. «Bilan officiel du 6 juillet : 3.535 morts, 16.740 blessés», selon le communiqué. S'agissant des disparus, les Nations unies estiment que leur nombre pourrait atteindre 50.000. Le précédent bilan, daté de dimanche, était de 3.342 morts. Plus de 17.000 personnes sont sans logement et 856 bâtiments sont sinistrés, a souligné le gouvernement. De nombreux sinistrés vivent dans les rues ou réfugiés dans des parcs ou dans des centres d'accueil temporaires. Les deux séismes, de magnitudes 7,2 et 7,5, se sont produits à 39 secondes d'intervalle et ont principalement frappé le nord du Venezuela. Les spécialistes qualifient cet événement de «doublet sismique», un phénomène rare au cours duquel deux puissants tremblements de terre surviennent presque simultanément sur des failles voisines, aggravant considérablement les dégâts humains et matériels. Les opérations de secours entrent désormais dans une nouvelle phase, davantage axée sur l'assistance humanitaire et la prise en charge des sinistrés. Selon les autorités, près de 17.854 personnes demeurent sans logement, dont environ 12.800 sont hébergées dans 80 centres d'accueil temporaires répartis entre Caracas et l'État de La Guaira, l'une des régions les plus durement touchées. Les agences des Nations unies, l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et plusieurs organisations humanitaires ont renforcé leur assistance médicale et logistique, tout en alertant sur les risques sanitaires liés à la promiscuité dans les centres d'hébergement, au manque d'eau potable et aux conditions d'hygiène précaires. L'espoir de retrouver des survivants sous les décombres est désormais très faible. Les équipes internationales de recherche et de secours ont commencé à quitter progressivement le pays, laissant place aux opérations de déblaiement, de reconstruction et d'accompagnement des populations sinistrées. Les autorités ont, par ailleurs, annoncé le renforcement de leur dispositif national de gestion des catastrophes afin d'améliorer la réponse aux futures urgences.

CDC Afrique

La réponse à **Ebola nécessite** de la rapidité et un soutien durable

La gestion de l'épidémie d'Ebola de souche Bundibugyo en République démocratique du Congo (RDC) et en Ouganda nécessite «rapidité, discipline et soutien continu», malgré des progrès réels enregistrés dans la réponse en cours au virus, a déclaré Jean Kaseya, directeur général du Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC Afrique). «Notre priorité est claire : trouver les cas plus tôt, tester plus rapidement, isoler en toute sécurité, prendre soin des patients, protéger les professionnels de santé et travailler en étroite collaboration avec les communautés. Dans une épidémie d'Ebola, la vitesse sauve des vies», a indiqué le chef du CDC Afrique. La réponse nécessite un diagnostic plus rapide, un meilleur suivi des contacts, une capacité de traitement et d'isolement élargie et davantage de fournitures, a noté M. Kaseya. Il a identifié le renforcement de la prévention et du contrôle des infections et le financement durable comme des éléments essentiels du succès des efforts en cours pour la lutte contre l'épidémie. «La confiance communautaire nécessite un travail quotidien. La réponse à Ebola réussit lorsque les communautés sont informées, protégées et pleinement impliquées», a-t-il soutenu. Le directeur général a noté que le CDC Afrique, aux côtés de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres partenaires, apportait actuellement un soutien multiforme aux deux pays touchés, couvrant la surveillance, le suivi des contacts, le renforcement des capacités des laboratoires, les soins cliniques, la préparation transfrontalière, l'engagement communautaire et la recherche. «Le CDC Afrique continuera de travailler avec les Etats membres et les partenaires pour rapprocher le soutien de la première ligne, protéger les communautés et arrêter la transmission», a assuré M. Kaseya. Les dernières données épidémiologiques du CDC Afrique et des deux pays touchés montrent que depuis que la RDC a déclaré sa 17^e épidémie d'Ebola le 15 mai, un total de 1.581 cas

Malgré des avancées dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola de souche Bundibugyo, le CDC Afrique insiste sur la nécessité d'accélérer les interventions, de renforcer le financement et d'impliquer davantage les communautés afin d'enrayer durablement la transmission du virus en RDC et en Ouganda.



confirmés et 508 décès ont été enregistrés à travers la RDC et l'Ouganda, ce qui représente un taux de mortalité d'environ 32,1%. L'Ouganda compte 20 cas confirmés et deux décès. M. Kaseya a, malgré tout, souligné que des progrès réels avaient été réalisés dans la réponse en cours à l'épidémie d'Ebola de souche Bundibugyo, y compris des améliorations dans les tests et le suivi des cas. «L'engagement communautaire s'est intensifié dans les zones touchées par le biais de dialogues communautaires, de visites à domicile, d'émissions radio et de travaux avec les dirigeants locaux. Les soins gratuits ont commencé dans quatre zones sanitaires prioritaires d'Ituri», a fait savoir le chef du CDC

Afrique, ajoutant que l'agence continentale de santé publique offrirait un soutien au déploiement d'outils numériques de données sur les épidémies afin d'améliorer les rapports, l'analyse et la prise de décision stratégique. Il a en outre souligné les succès remarquables au niveau politique, notamment les récentes réunions de haut niveau à Kinshasa, la capitale de la RDC. Le CDC Afrique a déclaré l'épidémie d'Ebola de souche Bundibugyo en RDC et en Ouganda en tant qu'urgence de santé publique de sécurité continentale le 18 mai, un jour seulement après que l'OMS a qualifié la situation d'urgence de santé publique de préoccupation internationale.

Typhon Bavi aux Etats-Unis

Des dizaines de milliers de personnes privées d'électricité aux îles Mariannes

Des dizaines de milliers d'habitants des îles Mariannes sont privés d'électricité mardi en raison du passage du super-typhon Bavi dans ce petit archipel américain du Pacifique, selon les autorités. Les îles de Saipan et Tinian sont dans le noir, quand celle voisine de Guam, subit des coupures partielles, ont précisé les mêmes sources. La toute petite île de Rota, frappée tôt lundi par Bavi, est la plus sévèrement tou-

chée. «De nombreuses habitations ont été endommagées, avec d'innombrables toits complètement arrachés (...) Sur l'île, il n'y a pas d'électricité, pas d'eau courante, pas de connexion mobile», ont rapporté des médias. «Pour l'heure, toujours pas d'eau ni d'électricité», a confirmé la porte-parole du centre opérationnel de la mairie de Rota, Lou Rosario. «Heureusement, nous n'avons vu le moment reçu aucune information faisant état de blessés ou de victimes», a souligné lundi soir le sénateur de l'île, Donald M. Manglona, dans une vidéo publiée par Marianas Press. Il a néanmoins décrit des conditions d'accès particulièrement difficiles pour les opérations de secours. Ces territoires avaient déjà été durement éprouvés en avril par le super-typhon Sinlaku, qui a privé d'électricité des dizaines de milliers de personnes. En 2023, Guam avait aussi subi les rafales destructrices du typhon Mawar.

CANICULE EN ESPAGNE

Alerte rouge dans trois régions du pays

Trois régions dans la partie est de l'Espagne ont été placées mardi en alerte rouge en raison d'une vague de chaleur exceptionnelle, avec des températures pouvant dépasser les 40 C degrés, a annoncé l'agence météorologique nationale. Cette alerte maximale concerne une partie de la Catalogne, la région de Valence et la province de Saragosse. Selon les autorités météorologiques, elle correspond à un niveau de «danger exceptionnel» susceptible d'entraîner des conséquences très graves pour la population et les biens. La nouvelle vague de chaleur, qui touche une grande partie du pays, devraient se poursuivre au moins jusqu'à jeudi.

LA MORTALITÉ PÉRINATALE CONTINUE D'AUGMENTER EN FRANCE

11 pour 1.000 **naissances** en 2024

La mortalité périnatale, à savoir la part d'enfants nés sans vie ou décédés dans leur première semaine de vie, a encore augmenté en France en 2024, pour dépasser 11 naissances pour 1.000, selon une étude publiée mardi par les services statistiques des ministères sociaux.

Sur un total de 661.822 naissances, 7.398 enfants sont nés sans vie, ou vivants mais décédés dans leurs sept premiers jours de vie, et le taux de mortalité périnatale s'est élevé à 11,2 pour 1.000, d'après ces calculs fondés sur des données hospitalières.

Cette proportion «augmente depuis 2021, et plus particulièrement en 2024, après avoir fluctué(e) entre 2014 et 2021 autour de 10,5 pour 1.000», observe la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees).

L'âge gestationnel, le type de grossesse (grossesse unique ou multiple) et l'âge de la mère ont un impact notable sur la mortalité périnatale. Elle est ainsi plus élevée en cas de prématurité (84% des morts périnatales sont issues d'un accouchement prématuré) ou de naissances multiples, ou lorsque la mère est âgée de moins de 20 ans (18,1 pour 1.000) ou de 40 ans et plus (17,6 pour 1.000).

Mais «ces facteurs de risque et leurs évolutions n'expliquent (...) que partiellement l'augmentation de la mortalité périnatale depuis 2014», soulignent les services statistiques des ministères sociaux. La région de résidence et les conditions socio-économiques pèsent aussi. Le taux de mortalité périnatale s'est ainsi élevé à 12 pour 1.000 en 2024 dans les communes rassemblant le cinquième de la population la plus défavorisée, contre 9,5 dans celles regroupant les moins défavorisés.

Autre illustration de ces inégalités: le taux de mortalité périnatale était 2,3 fois plus élevé en Guadeloupe (21 pour mille) qu'en Auvergne-Rhône-Alpes (9,3 pour mille). Globalement, les départements et régions d'Outremer enregistraient un taux moyen supérieur de 60% à celui de la France métropolitaine. La santé périnatale, de la grossesse au post-partum, fait l'objet de préoccupations croissantes ces dernières années avec la dégradation de plusieurs indicateurs, notamment la mortalité, pour laquelle la France se classe dans le bas du classement dans les pays de l'Union européenne.

CAN 2026 Dames

Les Vertes préparent le tournoi africain

Le sélectionneur national, Farid Benstiti, a dévoilé tout récemment la liste des joueuses retenues pour participer à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations féminine 2026, prévue du 26 juillet au 16 août 2026 au Maroc. Vingt-six joueuses ont été sélectionnées pour cette grande aventure continentale, au cours de laquelle l'équipe nationale affrontera, au premier tour, un groupe relevé composé du Sénégal, du Maroc (pays hôte) et du Kenya.

La sélection nationale féminine n'a pas perdu une seule seconde et a entamé, lundi, son stage de préparation crucial en prévision de cette phase finale de la CAN. Témoignant d'une volonté de fer et d'une concentration totale dès les premières minutes du rassemblement, les coéquipières de Lina Boussaha ont effectué une première séance d'entraînement intense dans la matinée au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, sous la conduite attentive du sélectionneur Farid Benstiti et de son staff technique.

L'engagement sur le terrain est total, et l'état d'esprit du groupe affiche une solidarité sans faille. En début d'après-midi, la délégation a immédiatement pris la direction d'Oran pour basculer sur la deuxième phase de son programme quotidien. Les Vertes y ont poursuivi leur préparation intensive avec une seconde séance d'entraînement organisée en début de soirée. Ce rythme soutenu dès les premières heures du stage montre la détermination absolue de tout le monde-joueuses comme staff - à réaliser une grande compétition et à honorer dignement le drapeau national face aux meilleures nations africaines.

R.S.

Liste des joueuses retenues :

Gardiennes de but : C. N'Gaazi, A. Benaïssa, A. Haeleyi.

Défenseuses : L. Abadou, O. Alouache, Abadou, O. Alouache, M. D'oria, S. Guellati, I. Belloumou, M. Belkhitir, R. Khezami, L. Smits Ouraghi.

Milieux de terrain : M. Bethi, W. Bouzid, M. Daffeur, A. Hamideche, A. Ould Braham, S. Bekhaled.

Attaquantes : L. Boussaha, L. Bendris, M. Ikene, I. Khirir, N. Naïli, K. Ournani, L. Taleb Muller, I. Adjabi, I. Boutaleb.

Sélectionneur : F. Benstiti

EQUIPE NATIONALE

Autopsie d'une dérive sur fond de crise

L'onde de choc provoquée par l'élimination précoce de la sélection face à la Suisse en Coupe du Monde continue de faire trembler les murs de Dely Ibrahim. Plus qu'une simple désillusion sportive, ce revers a mis à nu la fragilité managériale des dirigeants du football algérien, aujourd'hui en proie à un vent de panique.



Complètement déstabilisés par l'ampleur du mécontentement populaire et l'impact psychologique sur le groupe, les responsables de la FAF semblent avancer à l'aveugle. Au lieu d'ouvrir un débat serein et de dresser un bilan critique et lucide, l'instance fédérale s'enfonce dans l'urgence et les décisions hâtives. Pour faire écran aux faiblesses évidentes de son organisation et tenter d'apaiser la frustration des fans, le président de la fédération, Walid Sadi, a choisi la voie des ballons d'essai médiatiques et des confidences calculées. Un jeu dangereux qui met aujourd'hui en évidence les contradictions flagrantes de sa gouvernance.

La valse des profils ou le règne du pilotage à vue

La stratégie initiale consistait à brandir l'argument de la solution locale. Pour réveiller la nostalgie des supporters, le nom d'Antar Yahia a été opportunément avancé, en dépit d'un bagage d'entraîneur encore très limité au haut niveau. Mais à peine cette option avait-elle commencé à circuler que d'autres relais, se revendiquant proches des cercles décisionnels, sont venus brouiller les pistes en propageant une thèse radicalement inverse.

Contre-pied total : la barre technique pourrait être confiée à un technicien étranger. C'est désormais la piste menant au Portugais Carlos Queiroz qui est évoquée pour prendre les rênes des Verts, avec la perspective de l'associer à des adjoints locaux. Ce désordre informationnel au plus haut niveau de l'institution trahit un manque flagrant de planification et prouve que les choix de la FAF sont dictés par l'émotion et le besoin de plaire à la galerie plutôt que par une vision sportive cohérente.

Cette course à la succession se heurte pourtant à une réalité juridique et financière incontournable, qui souligne l'incohérence de la démarche actuelle. Sur quelles bases légales la FAF peut-elle engager des discussions avec de potentiels successeurs alors que la situation contractuelle de Vladimir Petkovic reste inchangée ? Bénéficiant d'un renouvellement de contrat signé à la hâte juste avant le tournoi mondial et courant jusqu'à l'été 2028, l'entraîneur helvético-bosnien se trouve en position de force. Imaginer qu'il acceptera de s'effacer sans contrepartie financière relève de l'illusion, et cette situation risque de peser lourdement sur l'équilibre budgétaire de la fédération.

L'impératif d'une refonte structurelle face aux solutions de façade

Le principal écueil de la direction actuelle demeure son refus de poser les vraies questions. Le bon sens aurait exigé une prise de parole officielle et transparente pour analyser objectivement les raisons du fiasco durant cette Coupe du Monde. L'échec face à la Suisse n'est en réalité que la partie émergée d'un problème structurel bien plus vaste : le déficit chronique d'un grand projet de développement pour le football algérien. Les pays qui s'installent durablement au sommet de la hiérarchie mondiale ne dépendent pas des remous de l'opinion ou des changements constants de staff technique. Ils construisent leur réussite sur la durée, à travers des réformes en profondeur. Pour l'Algérie, l'avenir passe impérativement par une restructuration des centres de formation, une politique ambitieuse pour les sélections de jeunes et une modernisation globale des compétitions locales. Sans cette transition de la gestion de crise vers une réelle culture de la planification, le football national restera exposé à de futures et douloureuses déconvenues.

H.M.

Hommage vibrant de Gianni Infantino au football algérien

«Continuez à développer le football algérien»

Le président de la FIFA, Gianni Infantino, a adressé un message particulièrement chaleureux et empreint de reconnaissance à la Fédération Algérienne de Football (FAF), saluant le parcours, l'histoire et l'esprit combatif qui caractérisent le football national sur la scène internationale. Dans sa lettre, le patron du football mondial a tenu à rappeler des moments gravés à jamais dans la mémoire collective des amateurs de ballon rond. « Le monde du football n'oubliera jamais votre match classique en Coupe du monde face à l'Australie, qui vous a assuré la qualification pour les tours à élimination directe », a-t-il écrit, soulignant l'impact historique de l'Algérie dans les plus grandes compétitions.

Infantino a également mis en avant des exploits plus récents et tout aussi marquants, faisant notamment référence à « [votre] première victoire de l'histoire du tournoi après avoir renversé la situation face à la Jordanie ». Pour le président de la FIFA, ces performances ne sont pas le fruit du hasard, mais le reflet de l'identité même du sport en Algérie : « Tout au long de votre parcours dans le tournoi, de nombreux moments de grâce ont incarné l'esprit et la détermination du football algérien. » En conclusion, Gianni Infantino a adressé un message d'encouragement fort pour l'avenir, invitant les instances et les acteurs du pays à capitaliser sur ces succès : « Soyez fiers de ce que vous avez accompli, et continuez à développer le football algérien. » Un témoignage de respect qui vient saluer la passion et la résilience des Verts sur

l'échiquier mondial.



France

Billal Brahimi au Mans FC ?

L'aventure de Bilal Brahimi à l'étranger touche à sa fin. Selon les informations du journaliste Samir Djabali, l'international algérien devrait prochainement s'engager avec Le Mans FC, promu en Ligue 1, dans le cadre d'un contrat de deux saisons, assorti d'une année supplémentaire en option.

A 26 ans, l'ailier algérien cherche à relancer une carrière qui a connu plusieurs coups d'arrêt ces derniers mois. Après une expérience compliquée au Brésil, son contrat avec Santos a été résilié d'un commun accord avant son terme. Un passage qui restera anecdotique, puisque le

La seconde partie de la saison dernière n'a pas été plus convaincante. Prêté au club portugais d'Estrela Amadora, Bilal Brahimi n'a participé qu'à quatre matchs, sans réellement avoir l'occasion de démontrer ses qualités. Un manque de temps de jeu qui l'a poussé à privilégier un nouveau départ.

C'est justement en France que le natif de Paris espère retrouver son meilleur niveau. Le Mans représente un choix loin d'être anodin pour le joueur. Brahimi connaît parfaitement la maison, puisqu'il y avait évolué lors de la saison 2020-2021. À l'époque, ses performances remarquées sous les

couleurs mancelles lui avaient permis d'attirer l'attention de plusieurs formations de l'élite française.

Par la suite, il a porté les couleurs du Stade de Reims, d'Angers, de l'OGC Nice, avant d'être prêté au Stade Brestois. Son transfert vers Nice, estimé à près de sept millions d'euros, témoignait alors des grandes attentes placées en lui.

Mark Cucurella

«J'ai réalisé mon rêve d'enfance face à Ronaldo...»

Mark Cucurella, défenseur de l'équipe d'Espagne, s'est dit «très heureux» après la victoire contre le Portugal, reconnaissant la difficulté de la rencontre face à un adversaire de premier plan. Il a également salué la carrière de Cristiano Ronaldo, qu'il a qualifié de «légende» ayant inspiré nombre de jeunes joueurs. «Nous sommes très heureux et, avant tout, nous avons livré un grand match face à un adversaire de taille», a déclaré Cucurella dans la zone mixte à l'issue de la rencontre. «Nous savions que nous allions souffrir, mais nous sommes restés dans le match grâce à l'énorme effort que nous avons fourni, et nous méritons cette victoire.»

Il a ajouté: «La rencontre a été intense, face à des adversaires de premier plan, et ce n'est pas à moi d'évaluer leur niveau footballistique. Nous avons marqué grâce à un superbe jeu collectif, et ce genre de matchs se joue sur des détails. Quel que soit l'adversaire que nous affronterons en quarts de finale, il y est arrivé à juste titre car il a réalisé un parcours exceptionnel, et tout dépendra de notre préparation». Interrogé sur sa propre performance, le défenseur a conclu: «Je suis très heureux, et le mérite n'incombe pas à un seul joueur; dans chaque match, le mérite revient à tout le monde, à la défense et au gardien de but, car c'est un travail d'équipe. C'est notre état d'esprit, et tout reste ainsi à chaque minute. Nous devons gagner, et c'est pour cela que nous sommes venus ici.»

Il a ajouté: «Mikel Merino a beaucoup progressé ces derniers temps, même si c'est son dernier but qui a le plus marqué les esprits. Il traverse une excellente période, mais je pense que l'équipe a montré qu'elle méritait de vivre ce moment.»

AVEC UN BUT DANS LE MONEY-TIME L'Espagne **élimine** le Portugal, la Belgique étrille les USA

Surmotivés, mais aussi libérés depuis le miracle en 16e de finale contre le Sénégal (3-2 en remontant deux buts), les Diables Rouges se sont appliqués à mettre un terme à la mauvaise plaisanterie que constituait depuis deux jours le «Balogun-gate».



C'est avec autorité qu'ils se sont imposés (4-1), grâce notamment à un doublé de Charles De Kaetelere (9e, 33e) et un but de Hans Vanaken (57e). Pour cette rencontre, Rudi Garcia a été récompensé de ses choix forts, en laissant sur le banc les stars Kevin De Bruyne, Jérémy Doku et Romelu Lukaku, qui en est sorti avec toute la faim nécessaire pour alourdir le score dans le temps additionnel (90 + 3).

S'il n'a pas marqué, perdant un face-à-face avec Thibaut Courtois en fin de rencontre, Folarin Balogun a été à l'origine du seul but de son équipe en obtenant un coup franc, que Malik Tillman a marqué avec l'aide du mur belge, pour une éphémère égalisation (31e).

La déception est immense pour Team USA, qui avait réussi à créer un engouement populaire au pays du soccer encore loin d'être roi, jusqu'à cette fin brutale qui l'a ramenée à la réalité d'une Coupe du monde encore bien trop relevée pour elle.

Les remplaçants espagnols font plier le Portugal

Longtemps, l'Espagne s'est cassé les dents sur un Portugal peu dangereux mais solide. La Roja a dû attendre la 91e minute pour sortir du piège tendu par son voisin et la lumière est venue d'un remplaçant.

Entré six minutes plus tôt, Mikel Merino a ouvert son compteur en Coupe du monde sur une offrande de Ferran Torres, lui aussi entré en jeu. Un double coaching gagnant pour Luis de la Fuente, pas toujours satisfait devant le jeu proposé par les siens mais déjà focalisé sur la Belgique, en quarts de finale.

L'Espagne s'avance grande favorite, alors qu'elle n'a toujours pas concédé le moindre but dans cette compétition. Quatre ans plus tard, Cristiano Ronaldo repart encore du Mondial les yeux embués de larmes. La légende portugaise, si elle assure avoir «tout donné», est sortie par la petite porte, après un match insipide sur lequel elle n'a jamais pesé.

CR7 a même semblé parfois peser sur ses partenaires, qui se sont plaints de plusieurs mauvais choix. Dans la foulée, le joueur d'Al-Nassr a annoncé que «c'était (son) dernier Mondial».

Son histoire avec la sélection reste en revanche potentiellement ouverte, après qu'il a affirmé qu'il faudra «prendre du temps pour y penser». Réponse dans les prochaines semaines, sans Roberto Martinez, démissionnaire quelques minutes après l'élimination.

Classement du Soulier d'or de la Coupe du monde 2026

Mbappé et Haaland rejoignent Messi

La Coupe du monde 2026 bat son plein, et avec elle la course au prestigieux Soulier d'or, décerné au meilleur buteur du tournoi. Le parcours s'annonce long et sinueux, alors que 48 nations luttent pour ce titre tant convoité. Mais quel joueur émergera en tête du classement des buteurs? GOAL vous propose un tour d'horizon des principaux prétendants. Plusieurs moyens existent pour inscrire son nom dans l'histoire de la Coupe du monde. Si guider son pays vers le sacre demeure l'option la plus prestigieuse, une autre voie, tout aussi exigeante, consacre le talent individuel au sein d'un sport collectif.

Si le trophée de la Coupe du monde demeure l'objectif suprême de toute sélection, le Soulier d'or récompense l'instinct de buteur d'un attaquant sur la scène mondiale, même lorsque son équipe ne soulève pas le Saint Graal. Cette consécration individuelle transforme de simples attaquants en figures légendaires, aux côtés de grands noms tels que Ronaldo, Eusébio, Gerd Müller, Gary Lineker et Miroslav Klose.

Cette année, dans les stades d'Amérique du Nord, une nouvelle génération de buteurs d'élite s'appête à écrire ses propres pages dans cette histoire riche en rebondissements. Le tenant du titre, Kylian Mbappé, arrive avec l'intention de conserver son Soulier d'or tout en guidant la France vers une troisième finale consécutive, voire un deuxième sacre mondial. Mais la concurrence s'annonce féroce: le champion du monde en titre Lionel Messi vise un doublé historique, tandis que le héros anglais Harry Kane, déjà lauréat de l'épreuve, entend ajouter une nouvelle ligne à son palmarès.

La concurrence ne s'arrête pas là: l'Espagne, le Portugal, le Brésil, la Norvège et la Suède alignent eux aussi des avant-postes de classe mondiale, capables d'éclipser les favoris.

RODRI APRÈS SON ACCROCHAGE AVEC SILVA

«**Je présente** mes excuses»

Ils ont porté le même maillot ensemble pendant sept ans mais cela ne les a pas empêchés de s'accrocher. Rodrigo, milieu de terrain de l'Espagne, et Bernardo Silva, milieu du Portugal, se sont bien embrouillés dans le temps additionnel du huitième de finale de la Coupe du monde 2026 remporté par la Roja (1-0). Alors que l'Espagne avait ouvert le score quelques instants plus tôt par Mikel Merino, Bernardo Silva a manqué l'égalisation de peu en reprenant de la tête un centre de Francisco Conceicao juste au-dessus du but espagnol.

Alors qu'il était allongé au sol et se prenait la tête de déception, Rodri s'est baissé vers lui en serrant le poing et en lui hurlant son soulagement en plein visage. Ce que n'a pas du tout apprécié l'ancien joueur de Monaco. Celui-ci s'est aussitôt élevé pour se

confronter au joueur espagnol, avant d'être retenu par le gardien Unai Simon et le défenseur Aymeric Laporte, avec lequel il a joué pendant cinq ans à Manchester City (2018-2023). Rodri et Bernardo Silva ont, eux, porté le même maillot pendant sept ans (2019-2026) ensemble avec les Citizens avant le départ du Portugais cet été pour le Real Madrid.

Quelques instants après cet accrochage, Rodri a continué à glisser quelques mots à Bernardo Silva, visiblement peu réceptif. A l'issue de la rencontre, le Ballon d'or 2024 s'est excusé face à la presse et assure l'avoir fait auprès de son ancien équipier. «Je tiens avant tout à présenter mes excuses, car je ne me suis pas comporté de la bonne manière envers mon coéquipier», a-t-il expliqué. «J'ai commis une erreur en célébrant mon échec. Je me suis excusé au-

près de lui et je présente à nouveau mes excuses ici.»

Une autre action entre les deux hommes fait grincer quelques dents au Portugal: celle à l'origine du but espagnol. Car Bernardo Silva a commis une faute sur Rodri à 40 mètres de son but, avant de tourner le dos au ballon rapidement joué par l'attaquant Mikel Merino. Celui-ci a poursuivi son action avant d'être trouvé dans le dos de la défense adverse, puis de tromper Diogo Costa d'une frappe du gauche (90e+1).



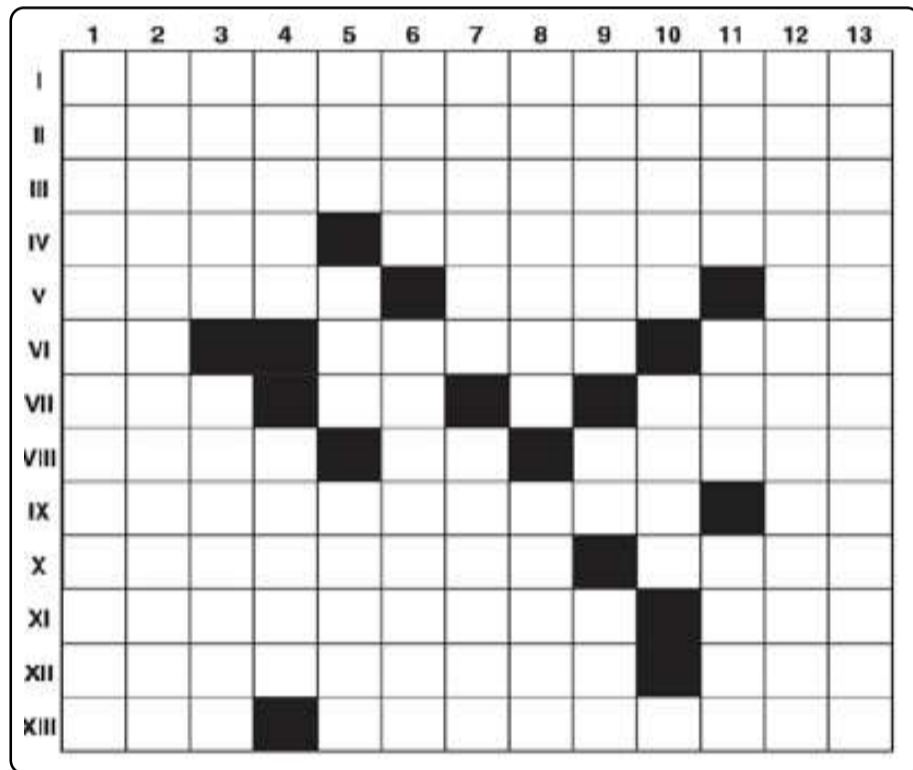
LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

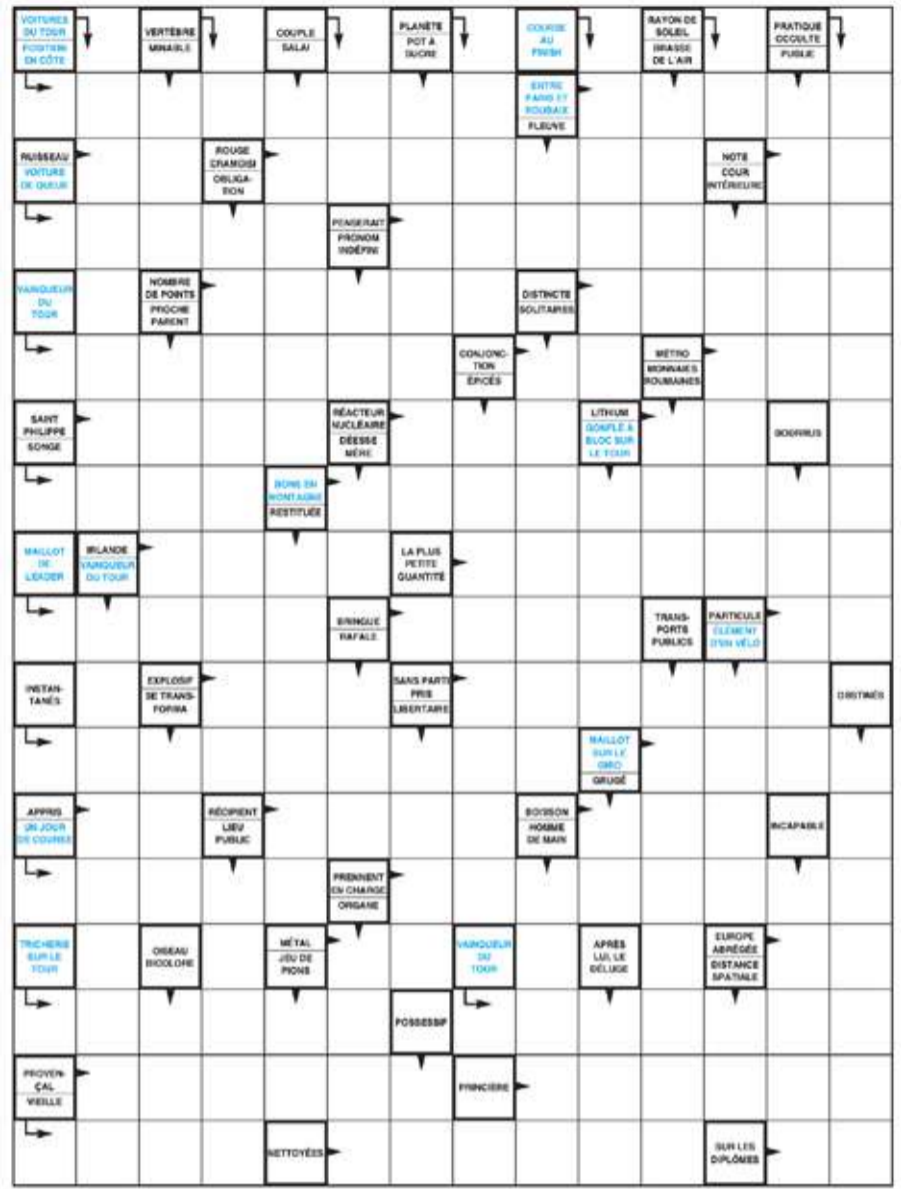
I. A donc rendu les armes. II. Passe donc de "visage pâle" à "peau rouge". III. A forcément sa place dans la famille des "Beaux harnais". IV. Cet ingénieur fut entre autres le fondateur de BMW. Sur Marne dans le Val-de-Marne. V. Il recouvre de vastes surfaces en Europe, en Chine et aux Etats-Unis. Au coeur d'un lieu saint. Symbole d'une unité de mesure physique. VI. Préfixe. Elément architectural. Grecque dans un sens comme dans l'autre. VII. Symbole d'une unité de mesure du système international. Un quartier de Roanne. Rien qu'à entendre ce mot et ça jette "un froid". VIII. Mena mais dans le sens inverse. En novembre et décembre mais pas en octobre. Nom donné par les Tahitiens aux étrangers. IX. Auriez donc une attitude qui dénote un comportement de mépris. Un quartier de la Villette. X. Qui concerne l'art du médecin. Respecté l'ordre du jour. XI. Toutes petites écailles. Certains prétendent qu'il repose sur rien et que ce n'est qu'une illusion. XII. Général spartiate qui dirigea avec Thémistocle la flotte grecque à la bataille de Salamine. Suffixe que l'on ajoute à un adjectif numéral. XIII. Grâce à "l'Origine des sentiments moraux" ce philosophe allemand fut promu docteur en philosophie. Boissons emblématiques des Pieds-Noirs.

VERTICALEMENT

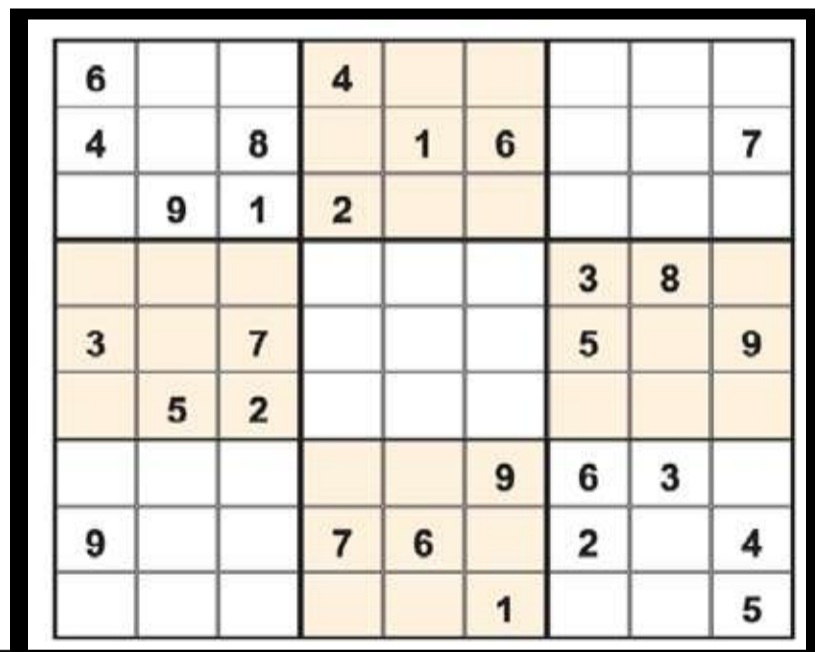
1. Disjoindre, dissocier en parlant de deux pièces de fonctionnement d'un mécanisme. 2. Est donc atteint dusyndrome de "Clérambault". 3. Désigne entre autres un groupe de louveteaux dans les mouvements scouts. Dans certaines circonstances, sa tête est soutenue par un bras. 4. Sa bataille se termina par la victoire de Septime Sévère contre son rival Pescennius Niger en 194. Commune de France qui se situe dans l'aire géographique et dans la zone de production de l'AOP Valençay. 5. Prénom d'une actrice qui se fit connaître à 18 ans grâce à un film où elle joue le rôle de Lucy Hamon. Une des cinquante Néréides. Mit une auréole autour de la tête des saints. 6. Il fut fondé en 1983 par Rémy Rachou. Fromage du Bugey. 7. Tangué quand il est grand. Touchai au but. 8. Ville et cours d'eau en Bavière. Si vous y mettez bon ordre, ça vous donnera forcément des idées. 9. Cariset. En fin d'étape et en tête du peloton. Il oeuvrera à la création de l'Ecole Normale Supérieure de Sèvres. 10. Petite toile de tente à un seul mât. Une chanson de Félix Leclerc dans le répertoire de Céline Dion. 11. Les habitants de cette ville sont les Sagiens. Peintre, sculpteur, poète et écrivain. Niais mais pas devant un tribunal. 12. Etude des problèmes stratégiques liés à la situation géopolitique de l'Europe. 13. On les a à l'oeil.



LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO



SUDOKO - LES MOTS CROISÉS



SOLUTION LES MOTS FLÉCHÉS



MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est : septembre

- ARBRE
- BIO
- CARBONE
- CLIMAT
- DECHETS
- DIVERSITE
- DURABLE
- ECOLO
- ENERGIE
- EOLIENNE
- ESPECES
- NATURE
- OGM
- PETROLE
- POLLUTION
- RESPECT
- VERT



Khenchela

Le 3e Festival national de la musique et de la chanson chaouies du 15 au 18 juillet

NASSIM TERKI

M. Bouzaher a souligné, au cours d'une conférence de presse à la Maison de la culture Ali-Souaïhi de Khenchela, que cette édition, placée sous le slogan «La musique et la chanson chaouies, une culture qui vibre, une créativité qui se renouvelle», verra la participation de 18 artistes et de 6 groupes et associations artistiques spécialisés dans ce genre musical.

Le commissaire du Festival a ajouté que cet événement artistique sera marqué par un concours auquel participera une vingtaine de jeunes artistes des wilayas de Khenchela, Batna, Oum El-Bouaghi, Tébessa, Biskra, Souk Ahras et Constantine, ainsi que des associations folkloriques et des écoles de musique, qui se disputeront les prix du Festival dans les catégories de la chanson chaouie folklorique et moderne.

M. Bouzaher a également fait savoir que la cérémonie d'ouverture de cette édition prévue au Théâtre de verdure rendra un hommage à la regrettée Zoulikha, et comprendra des représentations folkloriques animées par les artistes des wilayas participants, d'un spectacle musical intitulé «Ifoulane N'tamoust» (les notes de l'identité) mis en scène par Hicham Boumaâraf et produit par le commissariat du Festival, en collaboration avec l'Institut régional de musique de Batna, et des intermèdes musicaux interprétés par l'artiste Hamoudi Djehlal.

L'événement offrira également l'occasion, selon la même source, de rendre hommage à des artistes disparus ou ayant mis fin à leur carrière artistique, ainsi qu'aux familles d'artistes et de chercheurs spécialisés dans le patrimoine amazigh chaoui et qui ont beaucoup contribué à la musique et à la chanson chaouies, à l'image de Hakim Aït-Ameur Meziane (surnommé Hakim El-Kahina), du musicien Sayad Belkacem, surnommé «Abrouz», du regretté Katchou, de l'artiste défunt Mourad El-Saïd et du chercheur et écrivain Mohamed-Salah Ounici. M. Bouzaher a également indiqué que la troisième édition du Festival culturel national de la musique et de la chanson chaouies proposera trois soirées au Théâtre de verdure «Zoulikha», animées quoti-

La 3e édition du Festival culturel national de la musique et de la chanson chaouies sera organisée à Khenchela du 15 au 18 juillet, a indiqué hier son commissaire, Abdelhamid Bouzaher.



diennement à partir de 21 heures par des artistes connus au niveau local et national.

Un Colloque scientifique sera organisé, selon la même source, au café culturel de la Maison de la culture Ali-Souaïhi, parallèlement aux activités du Festival, avec la participation de professeurs et de chercheurs spécialisés dans la musique et la chanson chaouies, en plus d'ateliers destinés aux jeunes

artistes, animés par les professeurs Mokhtar Kaba, Djamel Reknia et Amir Maârouf.

En marge du Festival, une exposition de disques d'artistes ayant excellé dans la chanson chaouie, initiée par le professeur Omar Athmani, sera également organisée en même temps qu'un Salon d'arts plastiques, œuvre de l'artiste Nabil Bouhalla, à-on fait savoir.

MOSTRA DE VENISE

UN LION D'OR À GEORGE CLOONEY POUR SA CARRIÈRE

L'acteur et réalisateur américain George Clooney, grand habitué de la lagune vénitienne, recevra un Lion d'or d'honneur pour l'ensemble de sa carrière à l'occasion de la 83e Mostra de Venise (2- 12 septembre), a annoncé, lundi, la direction du festival. «George Clooney est un artiste accompli et charismatique, et passionné et original, qui a su transformer une vocation profonde en l'une des carrières les plus brillantes du cinéma contemporain», a déclaré dans un communiqué Alberto Barbera, le directeur de la Mostra.

L'acteur de 65 ans, l'une des stars les plus célèbres d'Hollywood, peut se targuer d'«une carrière bâtie sans raccourcis, jalonnée de petits rôles dans des séries télévisées et films de série B avant la consécration avec la série Urgences» dans les années 1990, explique le directeur du prestigieux festival vénitien.

George Clooney «a exploré divers genres avec une polyvalence remarquable», souligne Alberto Barbera, citant notamment *Syriana* (2005), film pour lequel il a été récompensé de l'oscar du meilleur acteur dans un second rôle, *Ocean's Eleven*, *Gravity* et *The Descendants*.

3E ÉDITION DU PRIX «MON PREMIER LIVRE» : LES CANDIDATURES OUVERTES

Les candidatures pour la troisième édition du Prix «Mon premier livre», dédié aux jeunes auteurs de moins de 35 ans, dans le cadre du 29e Salon international du livre d'Alger (Sila), prévu du 28 octobre au 7 novembre prochain à Alger, sont ouvertes jusqu'au 5 août prochain, a annoncé, hier, le commissariat du Salon, dans un communiqué Ouvert à tout auteur de nationalité algérienne, aux éditeurs algériens établis en Algérie et aux publications à compte d'auteur détentrices du numéro de dépôt légal (ISBN) dûment délivré par la Bibliothèque Nationale d'Algérie, le prix récompense les premiers romans écrits en arabe, en tamazight ou dans l'une des deux langues étrangères (anglais/français), et publiés en 2026, précisent les organisateurs. Le candidat doit envoyer ou déposer (5) copies papier de son livre publié au siège du Commissariat du Salon international du livre d'Alger, au niveau de l'Entreprise nationale des arts graphiques (Enag), Réghaïa, Alger, en plus d'une copie électronique du livre à l'adresse e-mail : «kitabi1@silaz.dz». Un jury composé de personnalités reconnues du monde culturel, littéraire et universitaire, pour leur compétence et leur expérience, évaluera les œuvres soumises et sélectionnera les lauréats, selon les critères artistiques et littéraires établis pour ce prix, selon le communiqué. Les lauréats de ce prix seront distingués, lors du 29e Sila, précisent les organisateurs, soulignant que cette distinction vise principalement à «valoriser les nouveaux talents littéraires, tout en célébrant la richesse culturelle et l'identité nationale».

AHCÈNE GHIDA, COMMISSAIRE DU FESTIVAL NATIONAL SANÂÂ

«La reprise du festival est le signe d'une nouvelle dynamique»

Le commissaire du Festival national Sanââ, Ahcène Ghida revient, dans un entretien accordé à notre confrère «Horizons» et que nous publions intégralement, sur les ambitions de la manifestation, les enjeux liés à la préservation de l'andalou et le rôle des associations dans la sauvegarde et la transmission de ce précieux patrimoine. La musique Sanââ est un héritage musical ancestral. Quels sont les principaux défis auxquels font face sa préservation et sa transmission ? La création du festival est déjà une étape importante dans la préservation de ce patrimoine cher au peuple algérien. À cela s'ajoute le travail remarquable accompli par les écoles et les nombreuses associations qui forment les jeunes. La musique andalouse a traversé les siècles et, à mon sens, elle continuera de le faire. Je suis très optimiste quant à son avenir. Le principal défi réside dans certaines différences qui subsistent entre les trois grandes écoles de musique andalouse. C'est pourquoi nous avons programmé une journée d'étude préparatoire à un grand colloque consacré à l'unification de la terminologie et des référentiels de la musique andalouse, notamment de Sanââ. La journée permettra de constituer un comité scientifique chargé de préparer ce colloque, en s'appuyant sur les recommandations des spécialistes pré-

sents. L'objectif est de définir les axes de réflexion, les objectifs et la méthodologie à adopter. Nous ne pouvons pas encore anticiper ses conclusions mais je suis convaincu qu'il s'agira de la pierre fondatrice d'un travail de longue haleine. A terme, j'espère que la démarche aboutira à la création d'un centre de recherche ou au moins de laboratoires spécialisés, afin d'étudier ces questions, tout en respectant les spécificités de chaque école. Les différences sont une richesse qu'il faut préserver. Toutefois, il est nécessaire d'unifier certains textes, certaines appellations et les référentiels pour s'appuyer sur une base commune. J'espère que ce travail débouchera sur un guide de référence destiné aux associations et aux différentes écoles

Est-ce que le festival offre une place particulière aux jeunes afin d'assurer la relève ?

Il suffit d'assister aux soirées pour constater que les jeunes sont très nombreux. J'ai été particulièrement heureux de voir, dès la première soirée, des enfants de six ou sept ans manier leurs instruments avec une maîtrise remarquable. Cela montre que la relève est bien assurée. Les associations accomplissent un travail de formation considérable et les parents accordent

une grande importance à l'apprentissage de cette musique par leurs enfants. Sanââ est notre musique classique, une musique savante qui incarne toute la noblesse et toute la beauté du patrimoine musical algérien.

Quels ont été les principaux critères de sélection des associations, orchestres et artistes participant à cette édition ?

Il n'y a pas, à proprement parler, de critères de sélection. Le Festival national de la Sanââ a connu une interruption de 8 années qui a créé une réelle attente chez les associations et le public. Nous avons choisi de leur donner l'occasion de se produire à tour de rôle. Lors de la précédente édition, 15 associations y avaient participé. Cette année, elles sont quatorze, et l'an prochain, les autres associations seront programmées. Une fois que chacune d'elles aura eu l'occasion de monter sur scène, nous pourrions envisager un autre mode de sélection et d'organisation. Cette reprise du festival est le signe d'une nouvelle dynamique. Notre ambition est d'inscrire la manifestation dans la durée et de poursuivre son développement pour contribuer durablement à la sauvegarde et à la valorisation de ce patrimoine musical.

RC

Trait d'esprit

« Être un homme et le demeurer toujours, quelles que soient les circonstances, ne pas faiblir, ne pas tomber, voilà le véritable sens de la vie. »

Fiodor Dostoïevski

Les voix engagées de la chanson amazighe à l'honneur

PAR I. MEHDAOUI

Les 7 et 8 juillet 2026, un colloque national consacré à « la chanson patriotique d'expression amazighe : textes, contextes et voix engagées » réunira universitaires, chercheurs du monde culturel autour d'une réflexion « pluridisciplinaire » sur l'une des expressions du patrimoine musical amazigh. Cette rencontre scientifique sera également marquée par un hommage rendu à Zerrouki Allaoua, figure emblématique dont l'œuvre a profondément marqué la chanson d'expression amazighe. Le programme prévoit une conférence d'ouverture destinée à poser les fondements historiques, littéraires et culturels de la thématique retenue. Les travaux du colloque s'articuleront ensuite autour de plusieurs sessions scientifiques abordant la chanson patriotique amazighe. Les communications examineront notamment les dimensions textuelles et poétiques des chants patriotiques, leurs contextes de production, ainsi que leur rôle dans la transmission de la mémoire collective et la préservation de l'identité culturelle. Les intervenants s'intéresseront également aux liens étroits entre création artistique, engagement citoyen et expression des aspirations sociales et politiques à travers le répertoire amazigh.

Campagne estivale de sécurité routière



Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports lance aujourd'hui une grande campagne nationale de sensibilisation à la prévention des accidents de la route, qui se poursuivra jusqu'au 31 août 2026. Sous le slogan « Pendant les vacances : ma conduite sûre... protège ma famille », cette initiative vise à alerter les usagers de la route sur les risques accrus pendant la saison estivale, période où les déplacements sont plus nombreux et les accidents souvent plus fréquents. Les chiffres de l'été dernier sont édifiants : 7 430 accidents ont été recensés, causant 1 131 morts et 10 694 blessés. Bien que le nombre de décès ait légèrement baissé (-2,42 %), les accidents et les blessés ont augmenté, respectivement de +5,09 % et +6,43 %. Pour toucher le plus grand nombre, la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR) organise des actions de proximité et une caravane de sensibilisation qui traversera 6 wilayas côtières (Tipaza, Alger, Bejaïa, Skikda, Oran, Tizi Ouzou). Le lancement officiel aura lieu à Tipaza, place des Martyrs, dès 10 h, en présence du wali et de nombreux partenaires : Gendarmerie nationale, Sûreté nationale, Protection civile et acteurs de la société civile. Chaque wilaya adaptera son programme en fonction de ses spécificités locales.



AVIS DE DÉCÈS

Les familles Hamchaoui et Terki ont l'immense douleur de vous faire part du décès de leur chère et regrettée Terki Kenza, épouse Hamchaoui Yazid, décédée mardi 7 juillet 2026 à l'âge de 56 ans. La levée du corps aura lieu à son domicile sis à la cité pépinière à côté de la direction de l'OPGI de Bejaïa. L'enterrement aura lieu ce mercredi à Sidi M'hamed Amokrane. Après la prière d'El Dhor, mosquée Sidi Ouali À Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

Dzair Digital Services : vigilance et clarification nécessaires

Le Haut-Commissariat à la numérisation a tenu à préciser que le seul portail officiel des services numériques de l'administration est accessible via l'adresse dzds.dz. Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, l'institution a appelé l'ensemble des utilisateurs à vérifier scrupuleusement l'adresse du site avant toute connexion, afin d'éviter toute confusion ou de tomber dans les pièges de sites non officiels. Avec le développement rapide des services en ligne, les risques de sites imitateurs se multiplient, et beaucoup d'usagers, surtout ceux qui

découvrent ces outils, peuvent facilement s'y perdre. Rappeler les bons réflexes de prudence est donc essentiel pour protéger les citoyens et préserver la crédibilité de la démarche de numérisation. Parallèlement, le Haut-Commissariat annonce qu'une série de vidéos explicatives sera diffusée progressivement. Ces contenus, conçus de manière simple et accessible, présenteront les différents services du portail, leurs avantages concrets, et expliqueront pas à pas comment créer un compte et en profiter pleinement.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

LA MAJORITÉ DES INCENDIES SOUS CONTRÔLE

Les soldats du feu gagnent la bataille contre les flammes

La Direction générale de la Protection civile a publié, hier, son bilan des incendies de forêts, de maquis, de récoltes agricoles et de palmeraies survenus entre le 6 et le 7 juillet.

Au total, 70 départs de feu ont été enregistrés à travers plusieurs wilayas du pays. Grâce à la mobilisation rapide des unités d'intervention, 69 incendies ont été entièrement circonscrits, tandis qu'un seul foyer restait encore en cours d'extinction au moment de l'établissement du bilan. Le seul incendie encore actif est localisé dans la forêt de Hayara, au village Kotti, relevant de la commune de Sidi Ali Benyoub, dans la wilaya de Sidi Bel Abbès. Les opérations de lutte contre les flammes se poursuivent avec l'appui de deux avions bombardiers d'eau AT-802, qui avaient déjà effectué quatre largages afin de contenir la progression du feu. Dans cette même wilaya, les équipes de la Protection civile sont parvenues à éteindre totalement l'incendie qui s'était déclaré dans la forêt de Toumiat Nord, située dans la commune de Mazoura. Les interventions des services de la Protection civile ont également permis de maîtriser rapidement plusieurs incendies de forêts, de broussailles et de maquis dans différentes régions du pays.

Les opérations se sont notamment déroulées avec succès dans les wilayas de Béjaïa, Tlemcen, Tizi Ouzou, Sétif, Skikda, Khenchela, Souk Ahras et Annaba, où les foyers ont été complètement éteints. Le bilan fait également état de nombreux incendies ayant affecté des récoltes agri-



coles, des vergers et des palmeraies dans plusieurs wilayas, parmi lesquelles Adrar, Chlef, Oum El Bouaghi, Béjaïa, Bouira, Tlemcen, Tiaret, Djelfa, Sétif, Saïda, Skikda, Sidi Bel Abbès, Guelma, Constantine, Médéa, M'Sila, Mascara, Ouargla, Bordj Bou Arréridj, El Tarf, Souk Ahras, Mila, Relizane, Timimoun et Touggourt. Selon la Protection civile, l'ensemble de ces incendies a été totalement maîtrisé, permettant d'éviter leur propagation

grâce à l'importante mobilisation des équipes d'intervention et aux moyens terrestres et aériens déployés sur le terrain. Face aux fortes chaleurs qui favorisent les départs de feu, les autorités renouvellent leur appel à la vigilance. Elles invitent les citoyens à signaler immédiatement tout incendie ou fumée suspecte afin de permettre une intervention rapide et de limiter les risques de propagation. ■

GAZA

Plus de 60 000 enfants victimes de la guerre, selon l'Unicef

L'agence de défense des droits de l'enfant (Unicef) a souligné lundi avant-hier la nécessité pour les jeunes de Gaza de recevoir une alimentation adéquate, des soins de santé et une protection, après plus de 1 000 jours de guerre génocidaire menée par Israël. « Des enfants ont été tués, mutilés, déplacés et privés des éléments essentiels dont ils ont besoin pour survivre, grandir et se rétablir », a déclaré Louise Wateridge, la porte-parole de l'Unicef. Elle a déclaré que, selon les rapports, plus de 60 000 enfants avaient été tués ou blessés au total, et qu'« en moyenne, un enfant avait été tué chaque jour pendant plus de huit mois », malgré le cessez-le-

feu d'octobre. « À Gaza, les enfants ont fait leurs premiers pas dans les décombres, prononcé leurs premiers mots malgré le vacarme assourdissant des bombes et des frappes, et n'ont connu que la guerre, le déracinement et la perte. « D'autres n'ont même pas survécu assez longtemps pour prononcer leurs premiers mots », a-t-elle regretté. « L'enfance ne devrait pas commencer en mode survie. « Les premières années d'un enfant ne devraient pas être marquées par le bruit des bombes et des frappes, la perte de son foyer ou le manque de nourriture, d'eau et de soins suffisants », a conclu Mme Wateridge. ■

